



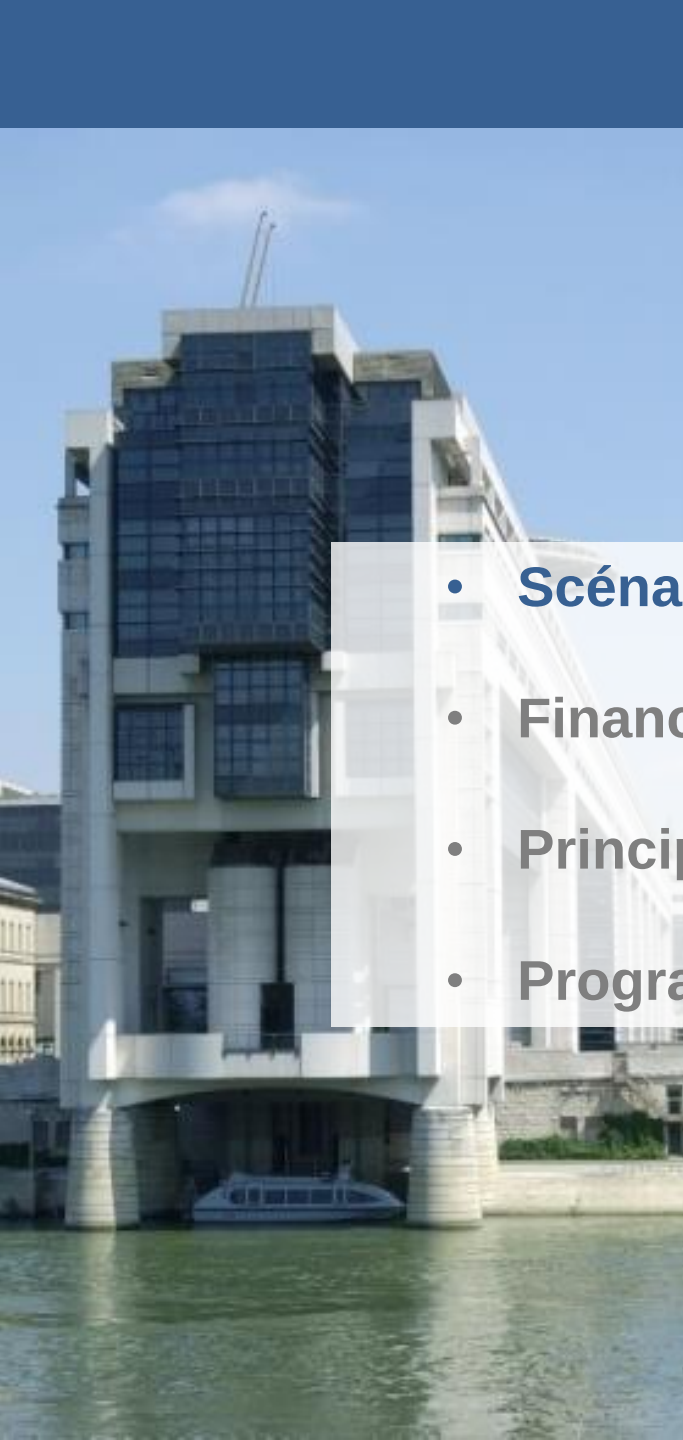
Projet de loi de finances pour 2018

27 septembre 2017

Michel Houdebine
Chef Économiste
DG Trésor

Renaud Duplay
Sous-Directeur
Direction du Budget

Anthony Requin
Directeur Général
Agence France Trésor

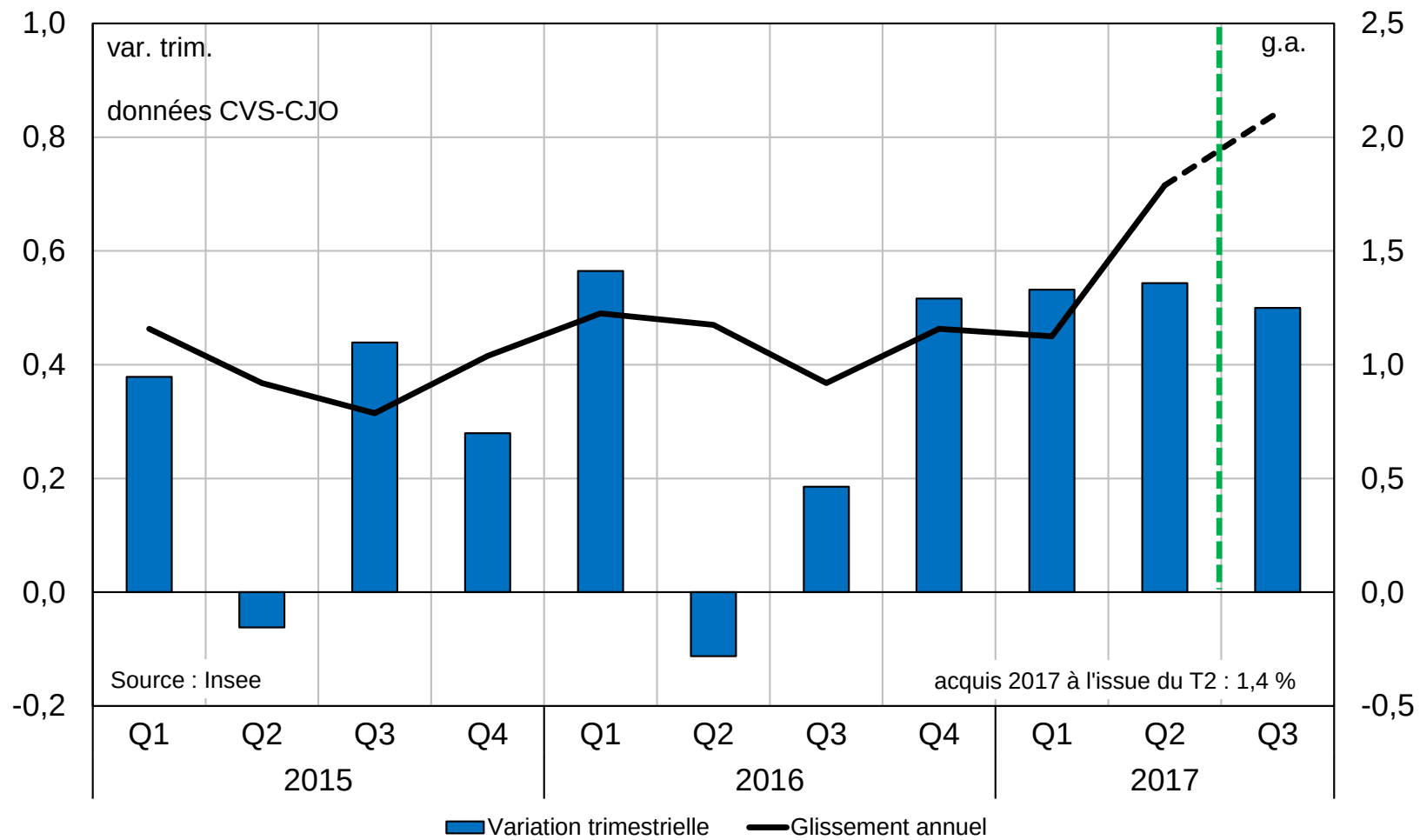
- 
- **Scénario économique France**
 - **Finances publiques**
 - **Principales mesures du PLF 2018**
 - **Programme de financement**

Prévisions économiques pour la FRANCE			
	2016	2017	2018
% , moyenne annuelle			
Produit intérieur brut*	1,1	1,7	1,7
Inflation totale	0,2	1,0	1,1
Inflation sous-jacente	0,6	0,4	0,8
Masse salariale privée**	2,4	3,3	3,1

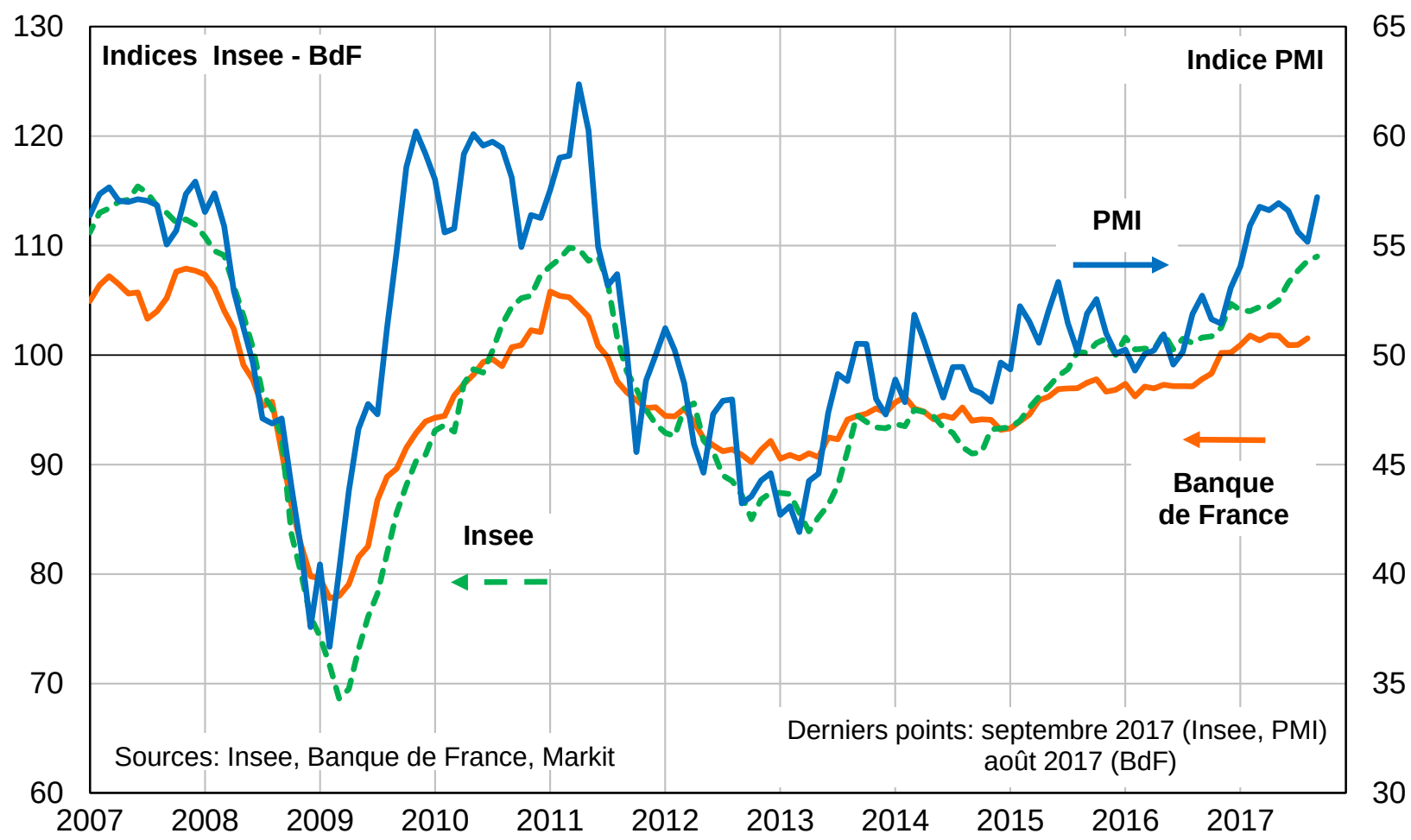
* Données CJO

** Branches marchandes non agricoles

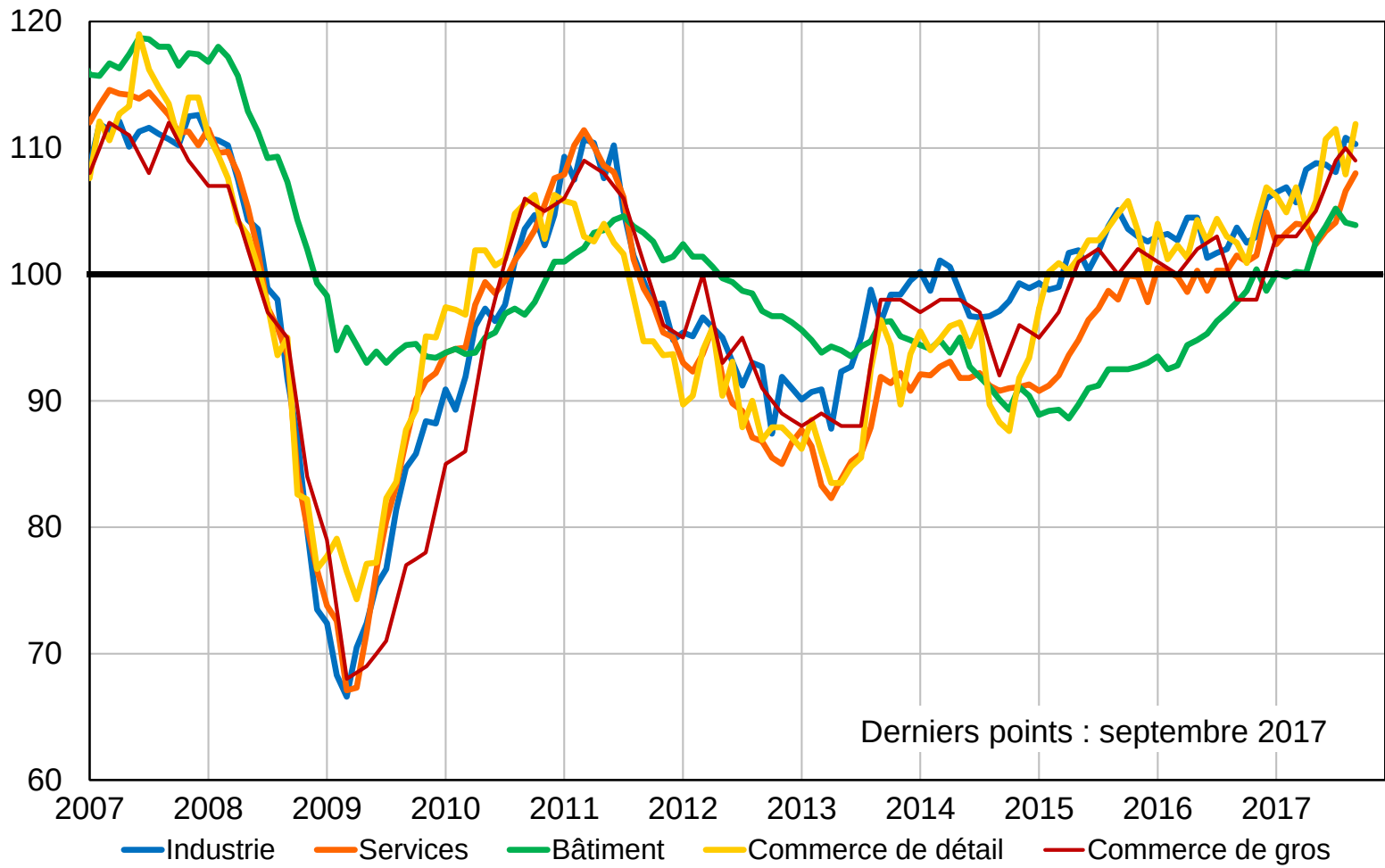
Evolution du PIB



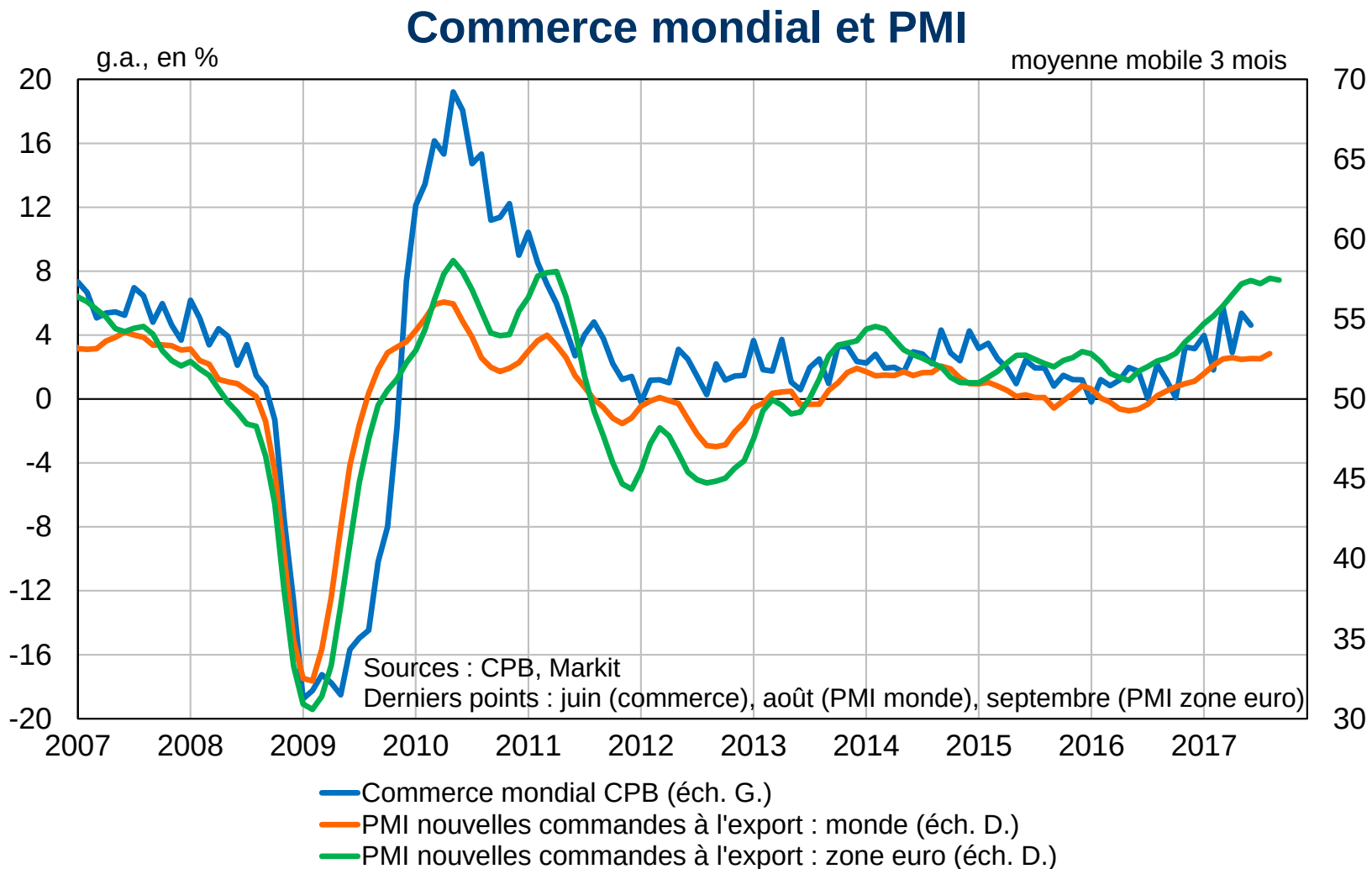
Climat des affaires selon les enquêtes de conjoncture



Climats des affaires sectoriels - Insee

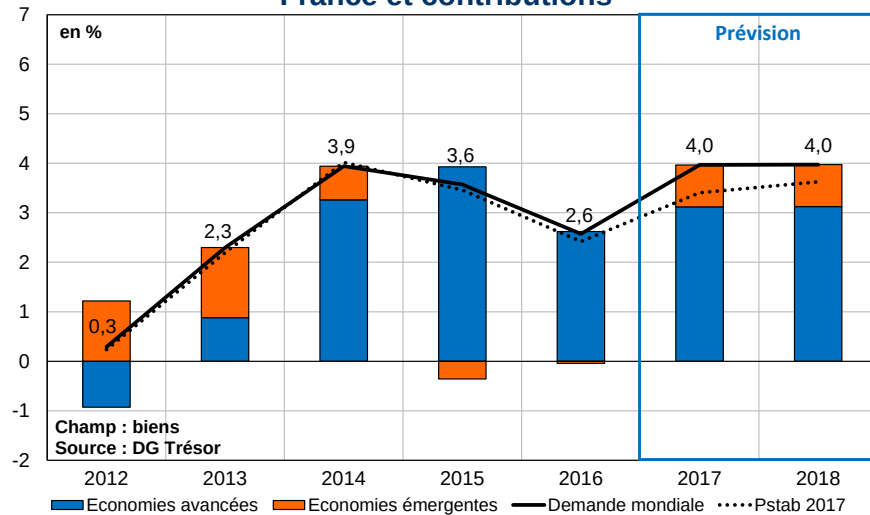


Des indicateurs conjoncturels qui confirment le raffermissement du commerce mondial

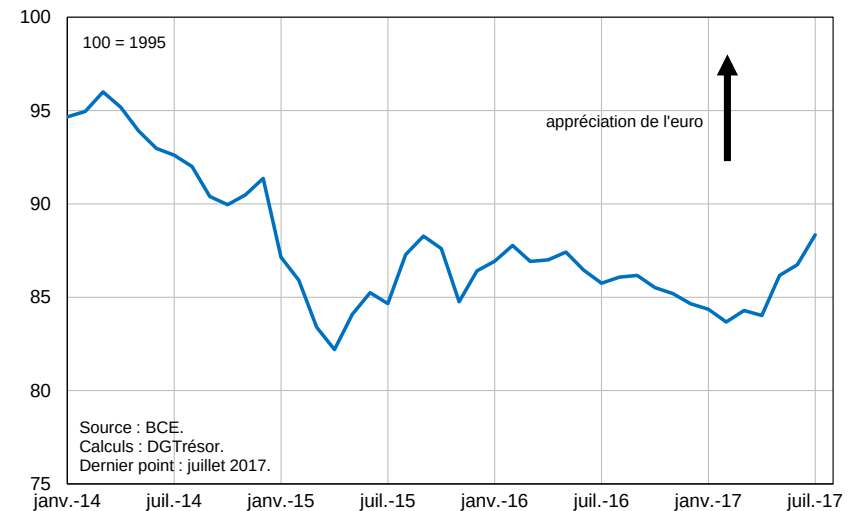


Un scénario international plus allant, notamment pour la zone euro, qui s'accompagne d'une appréciation de l'euro...

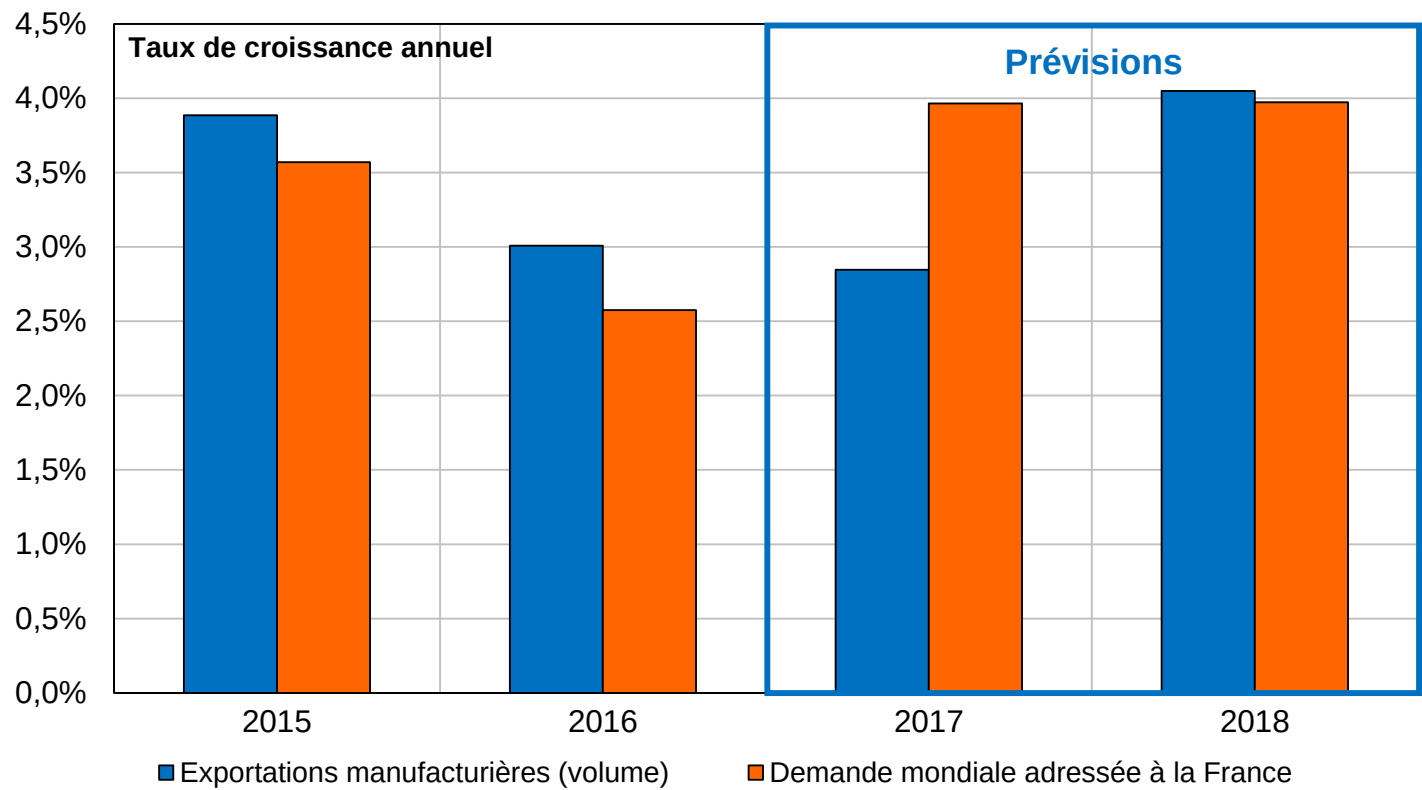
Croissance de la demande mondiale adressée à la France et contributions



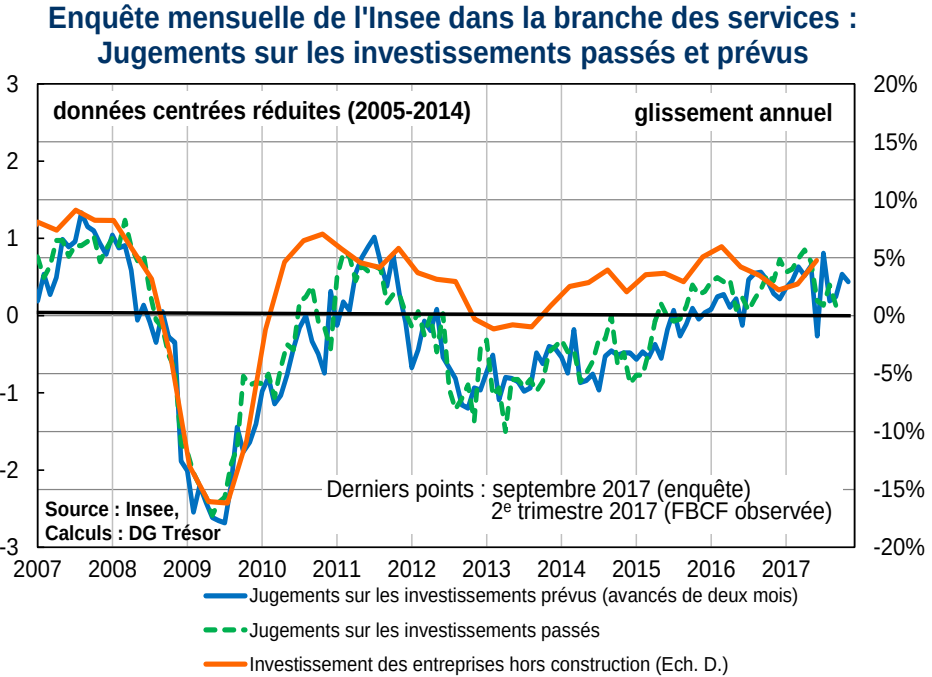
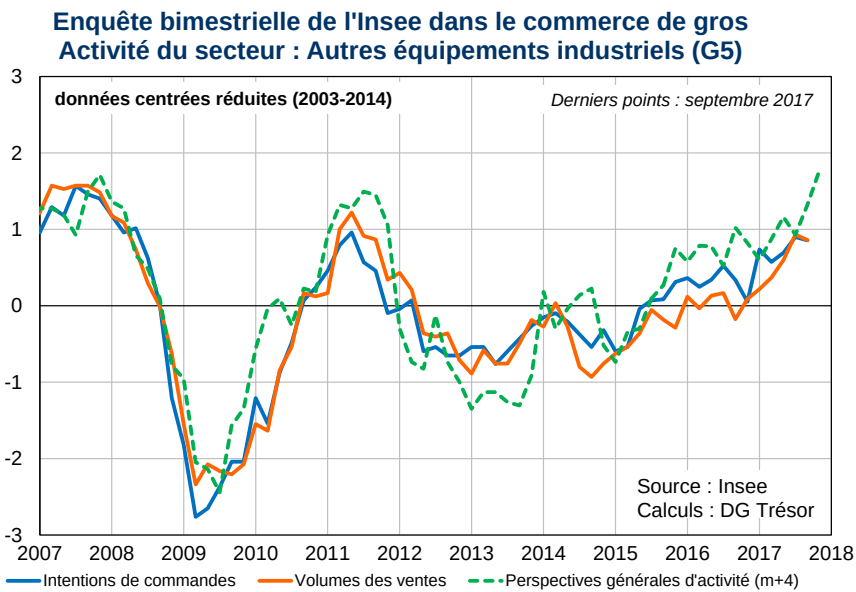
Taux de change effectif réel de la France



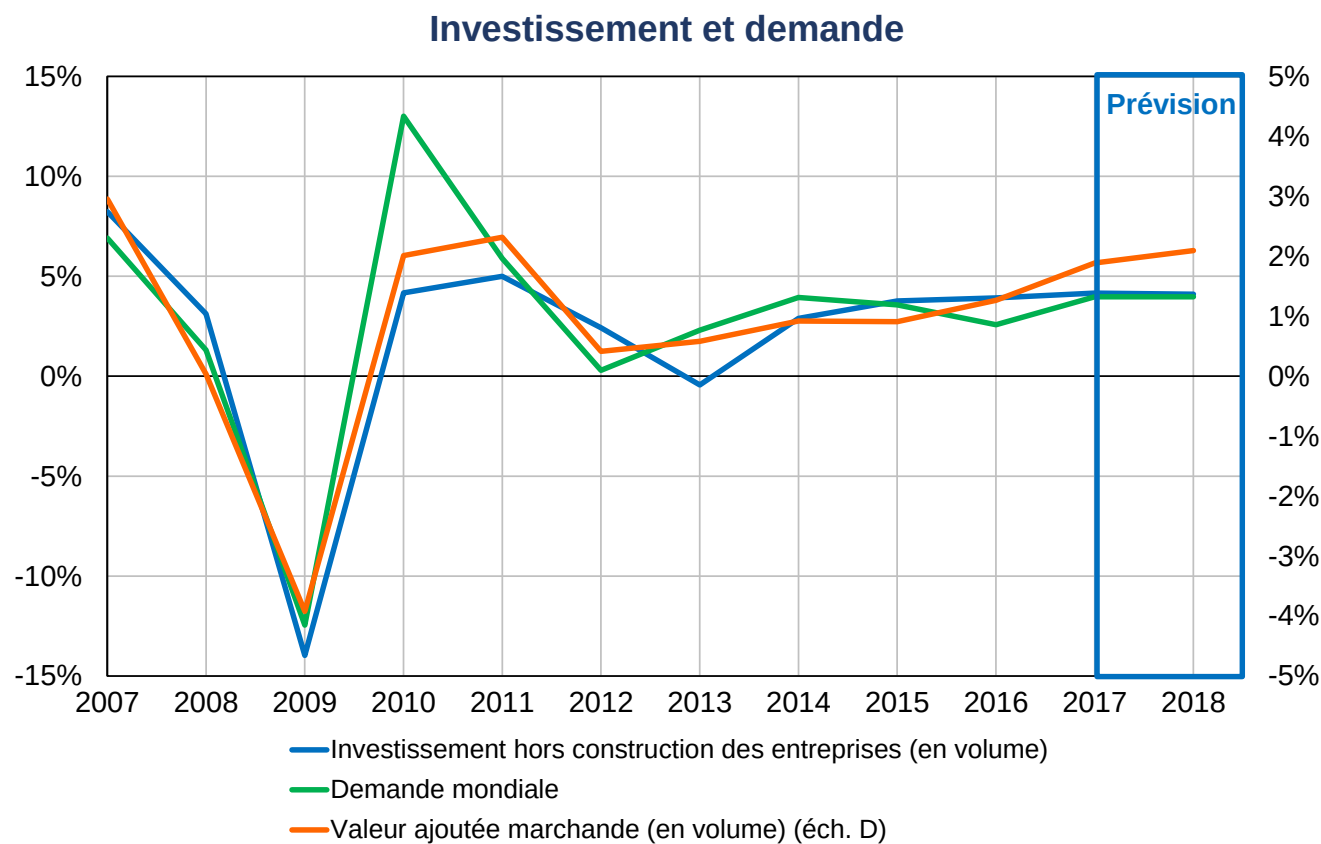
Croissance des exportations manufacturières et de la demande mondiale



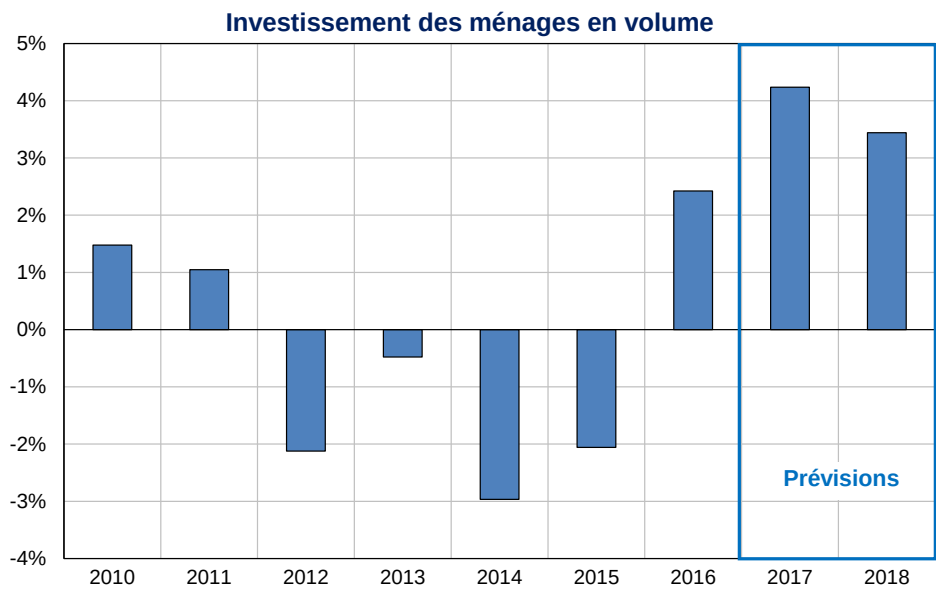
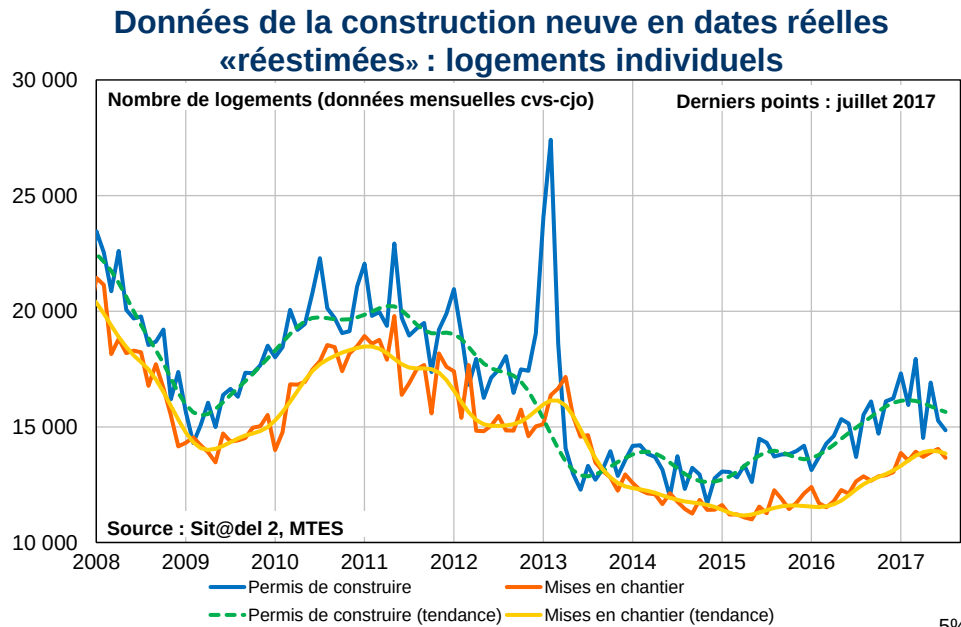
Des signaux positifs pour l'investissement des entreprises...



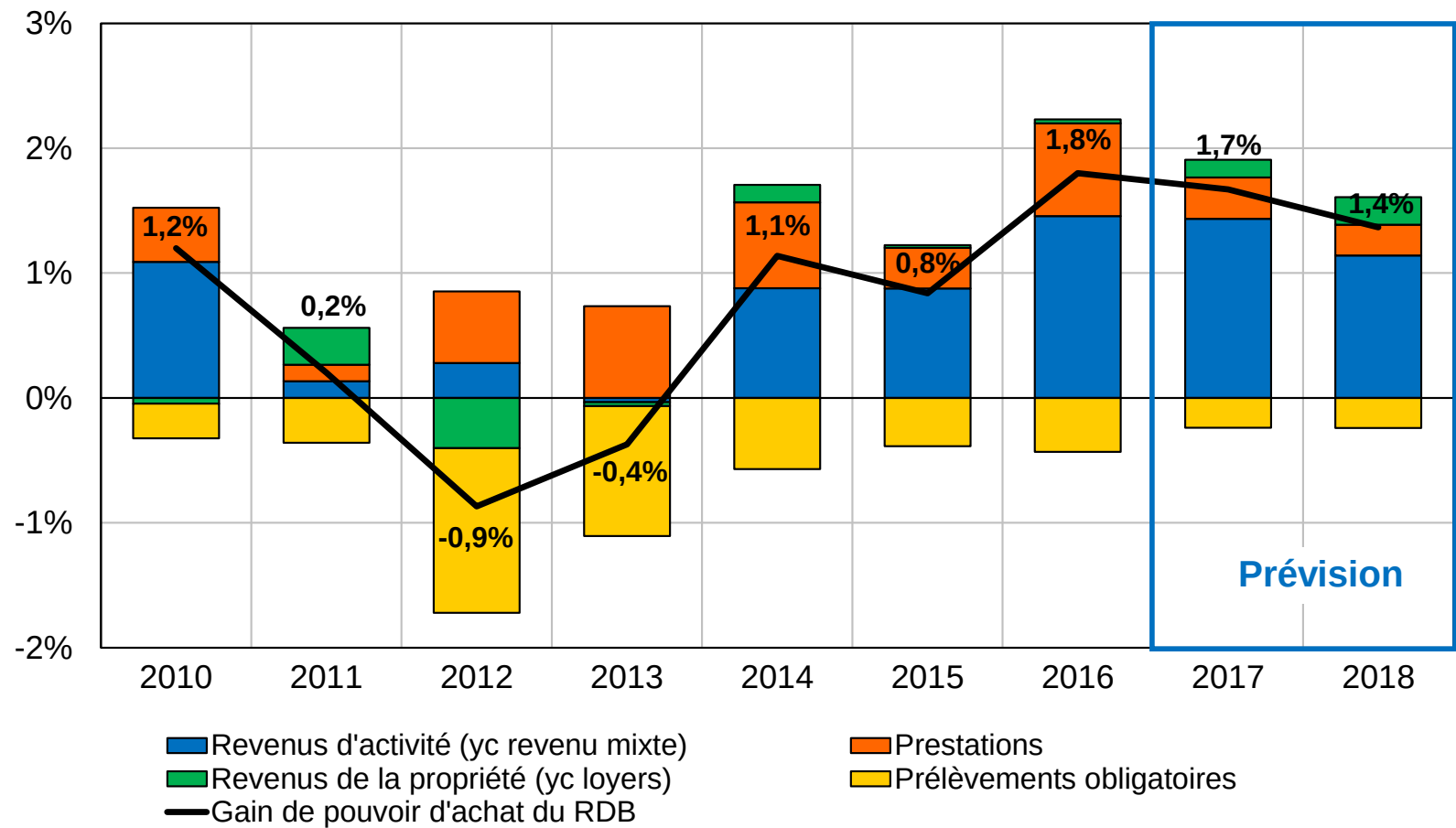
... qui confirment un scénario d'investissement dynamique sur 2017-2018

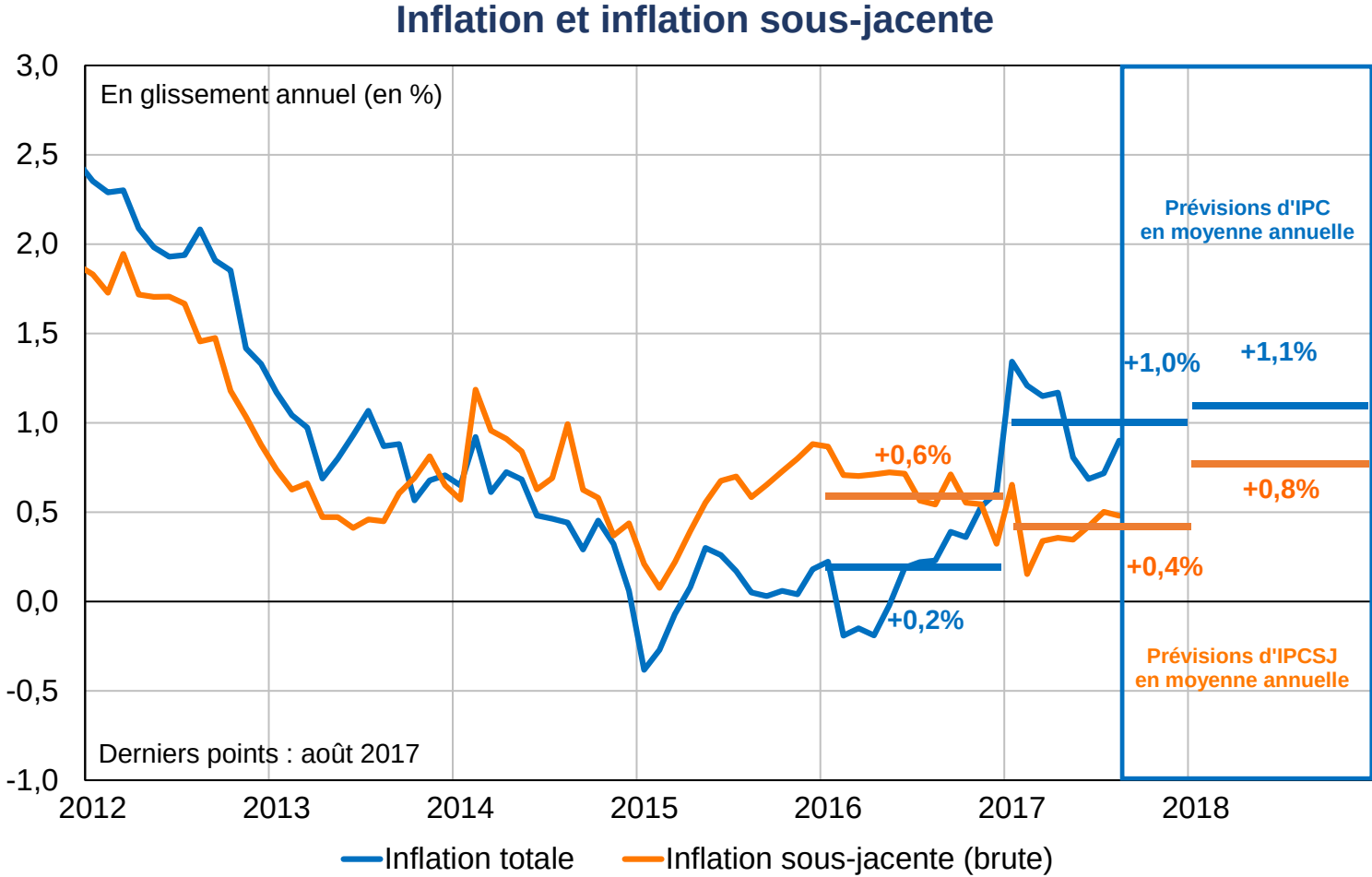


Malgré des à-coups à venir, un investissement des ménages qui resterait en nette progression

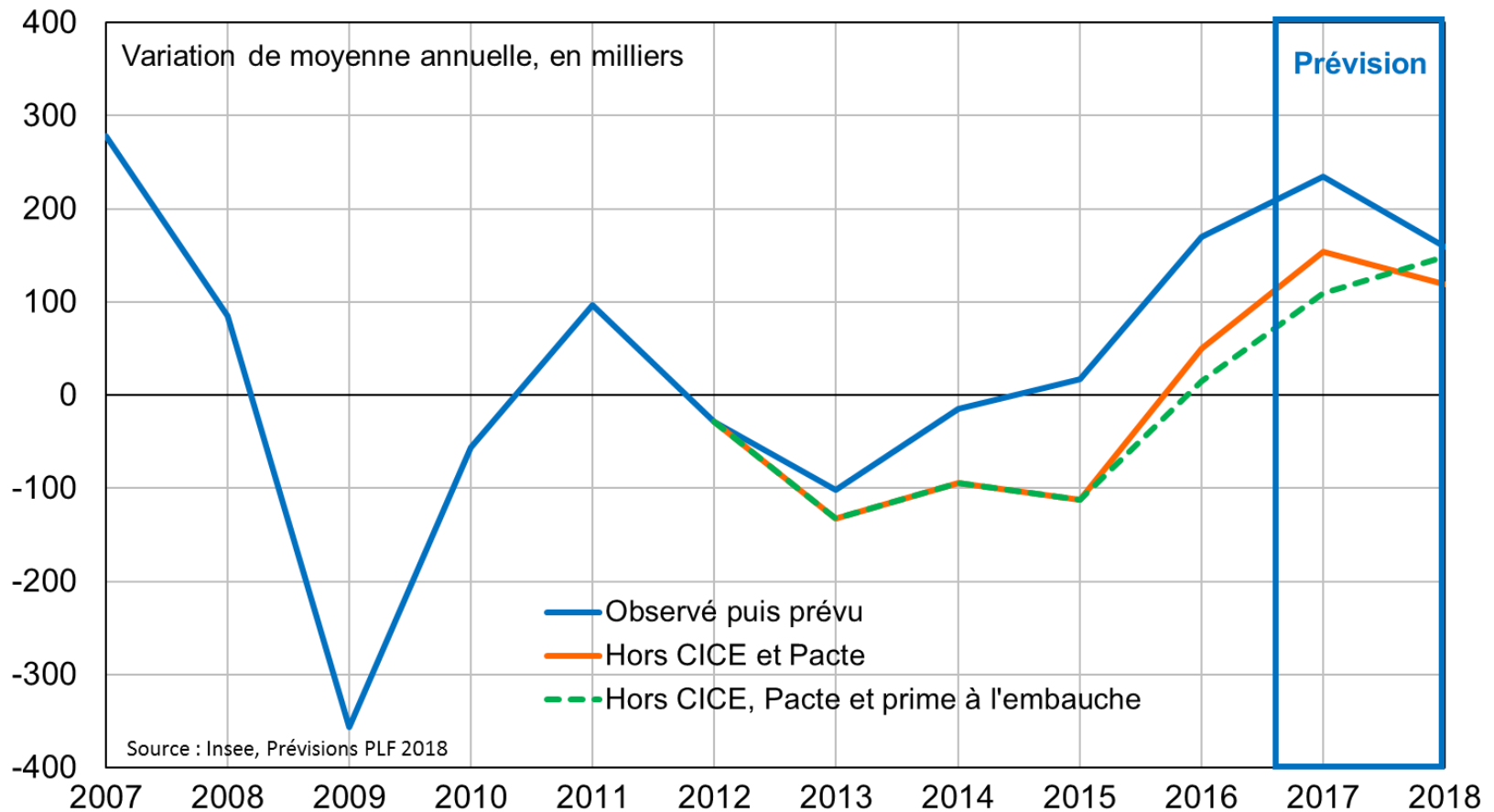


Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat du RDB





Evolution de l'emploi salarié marchand

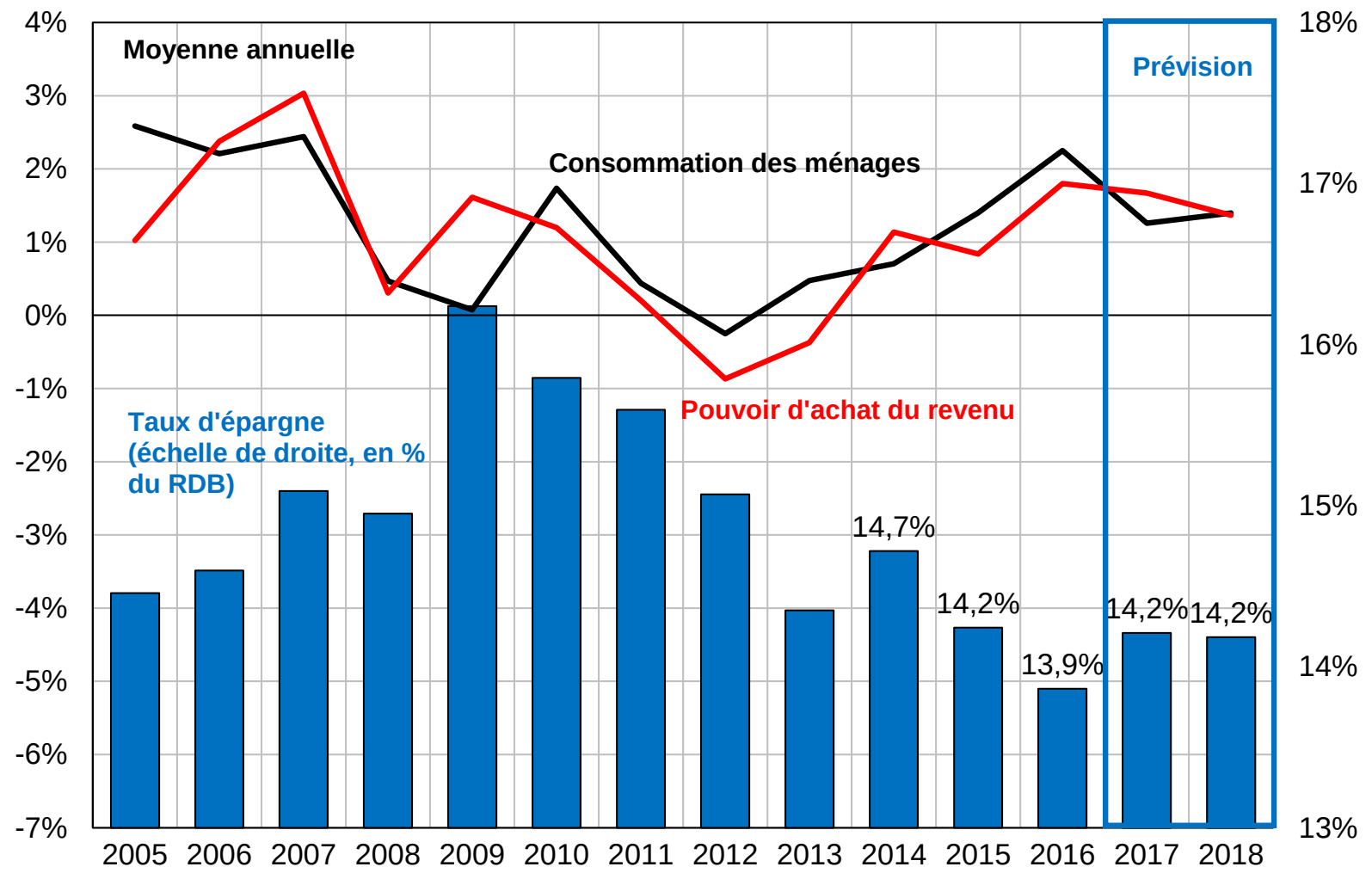


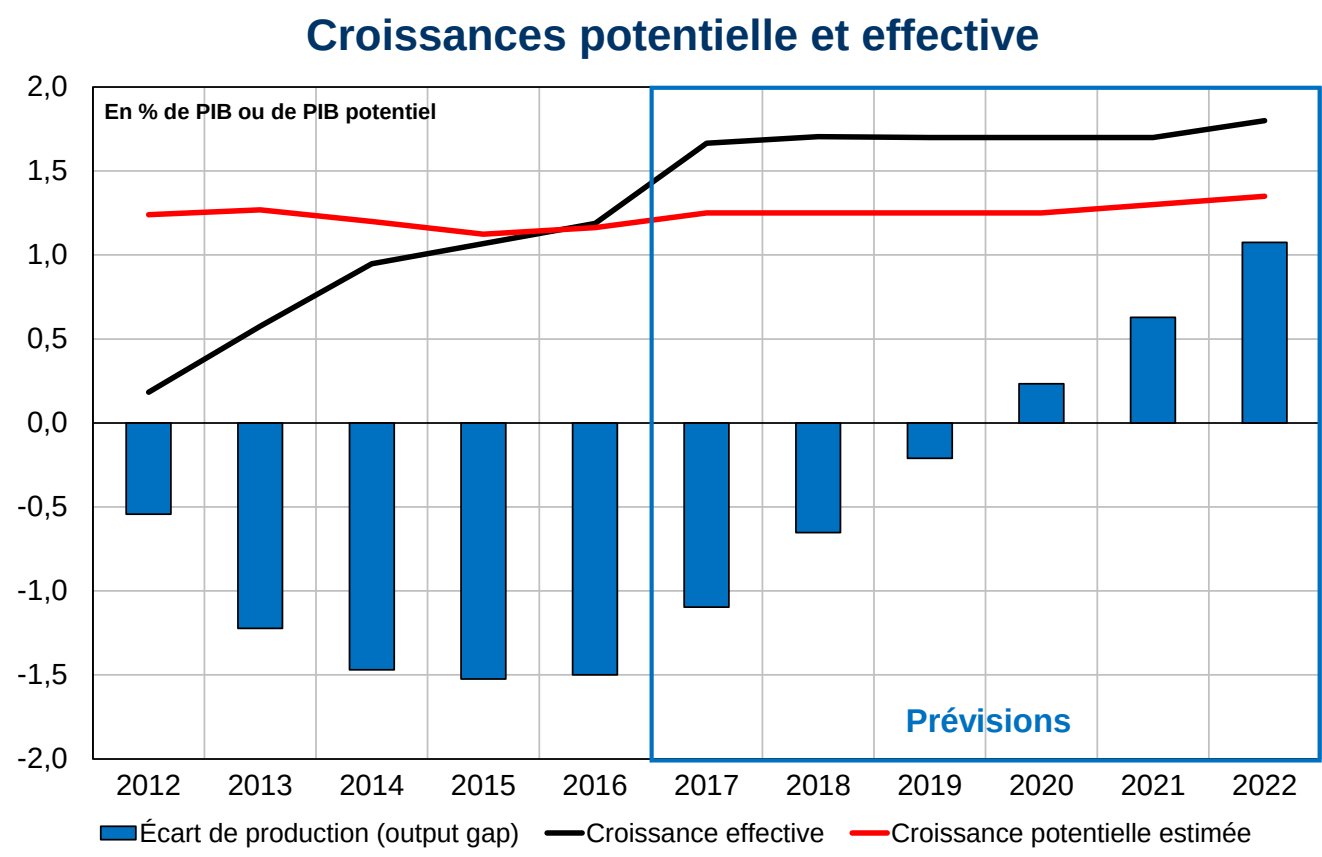
... Malgré la réduction des enveloppes de contrats aidés

- **L'emploi non marchand** ralentirait sa progression en 2017 et se contracterait en 2018, en lien avec la baisse programmée des enveloppes de contrats aidés.
- **L'emploi total** progresserait de respectivement 270 000 et 135 000 postes en moyenne annuelle en 2017 et 2018.

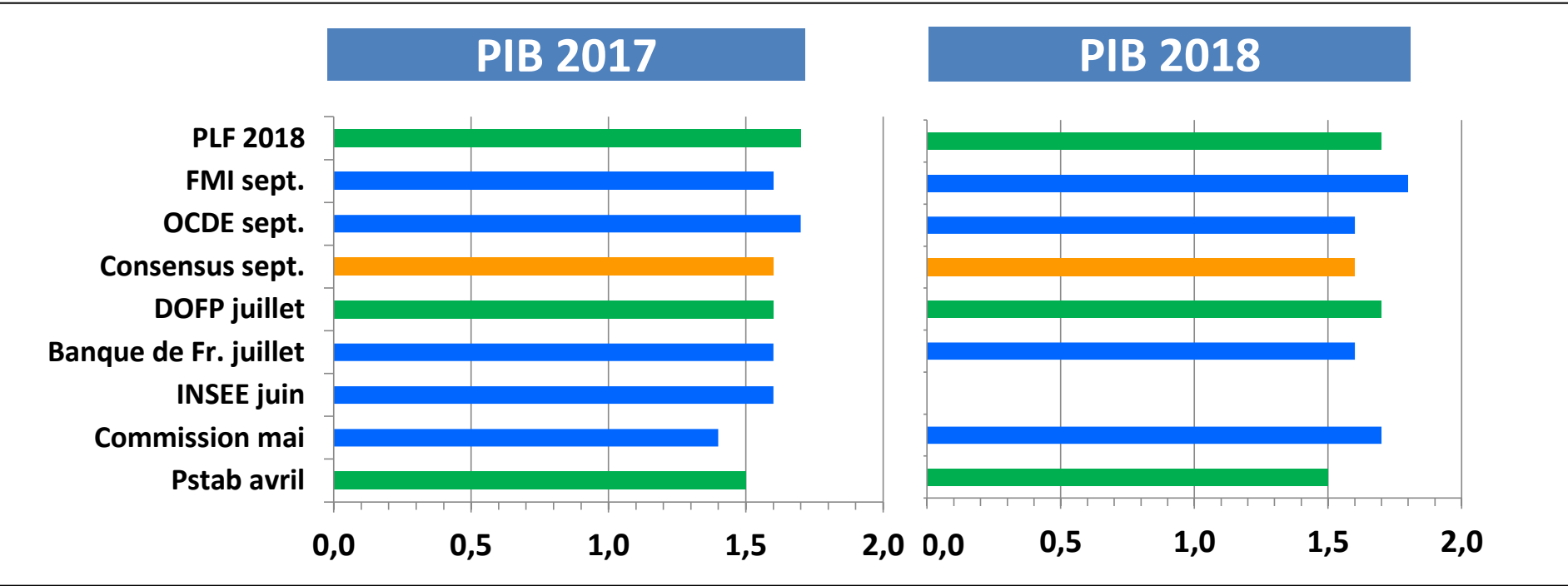
Variation de moyenne annuelle (en milliers)	Prévisions PLF 2018		
	2016	2017	2018
Emploi salarié marchand	170	235	160
Emploi salarié non marchand	40	35	-45
Emploi salarié agricole	5	0	5
Non-salariés	-5	0	15
Emploi total	210	270	135

Une consommation qui croîtrait comme le pouvoir d'achat en 2018

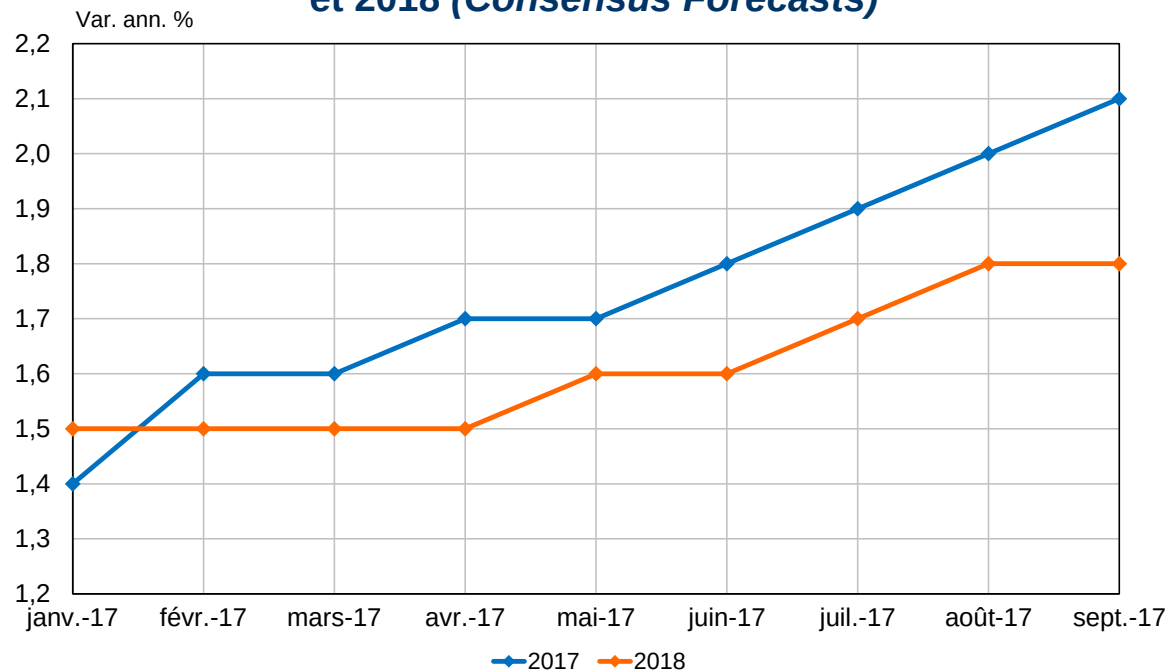




Une prévision de croissance en ligne avec celles des autres organismes



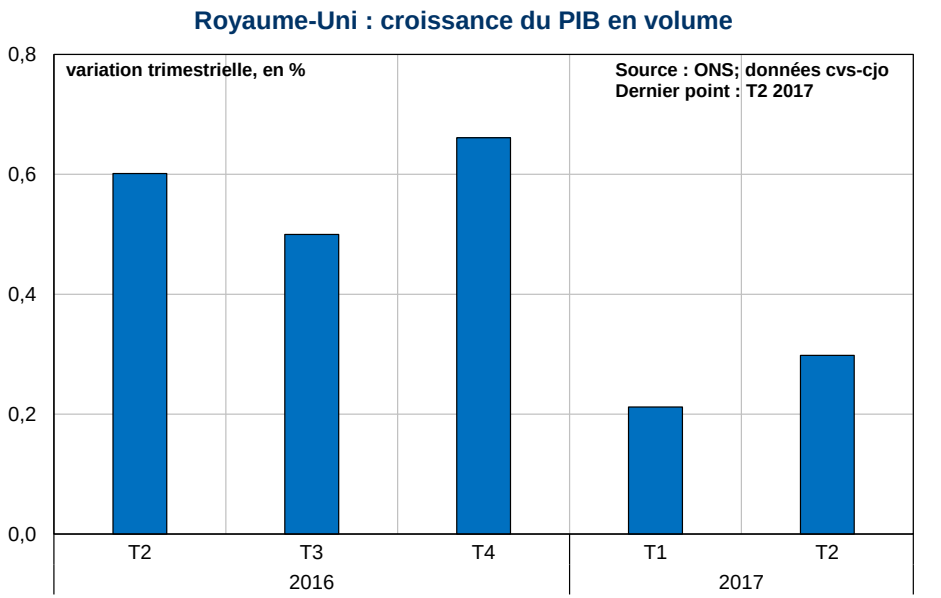
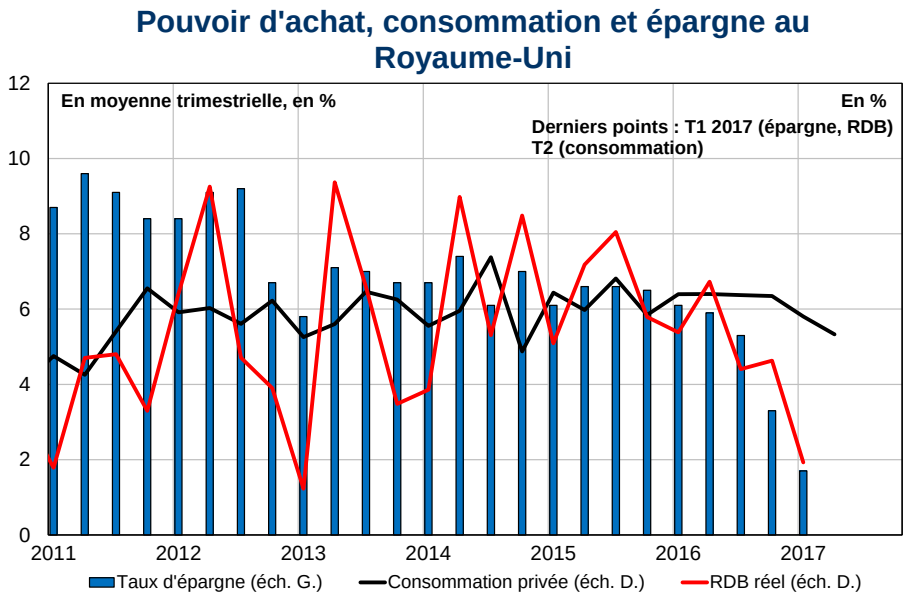
Prévisions de croissance de la zone euro en 2017 et 2018 (*Consensus Forecasts*)



Révision des prévisions de croissance de la DG Trésor depuis le Pstab :

- Monde : +0,2 pt en 2017 et +0,1 pt en 2018
- Zone euro : **+0,4 pt** en 2017 et **+0,2 pt** en 2018
- États-Unis : -0,3 pt en 2017 (inchangée en 2018)

Aléa : la croissance au Royaume-Uni voit-elle les premiers effets négatifs liés au Brexit ?

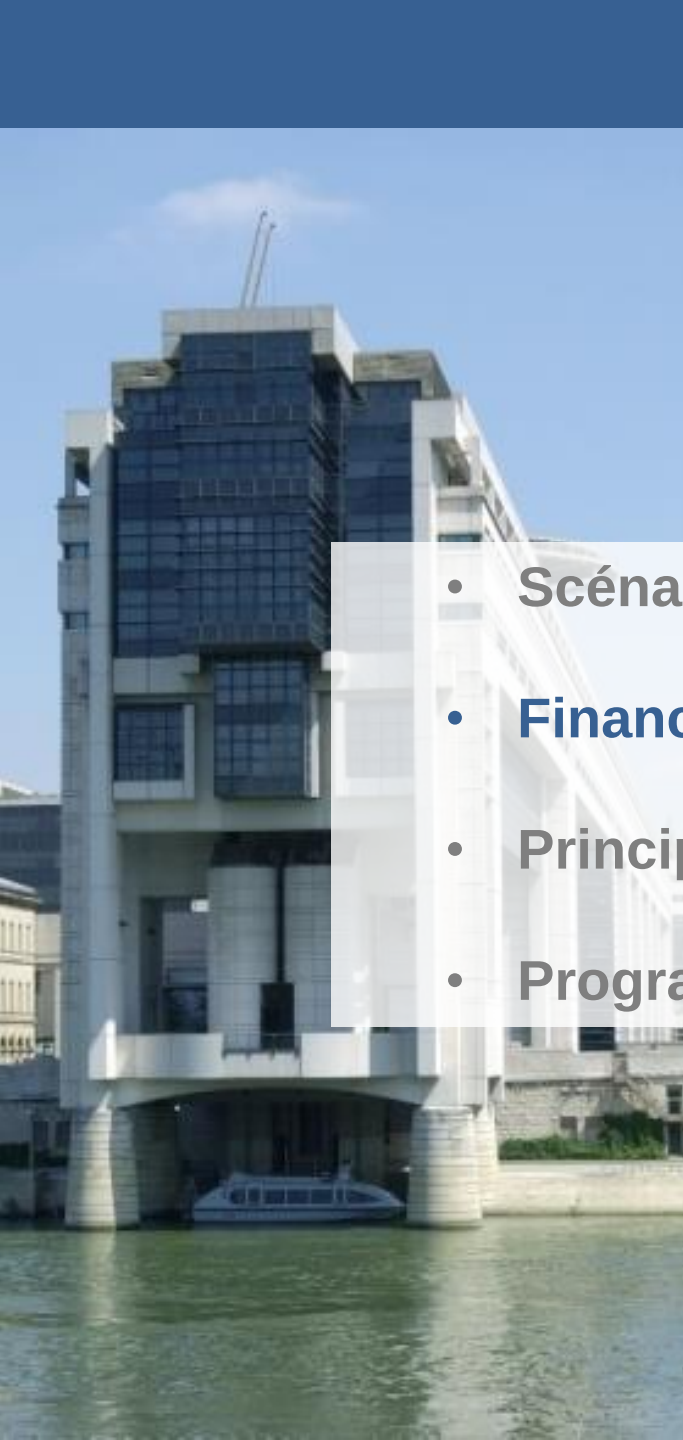


- **Environnement international**

- Prix du pétrole, taux de change de l'euro et politiques monétaires (notamment US);
- Activité dans les pays émergents, notamment en Chine;
- Mise en œuvre de la politique budgétaire aux États-Unis et au Japon;
- Intensité de la reprise en zone euro et conséquences à moyen terme du Brexit.

- **Demande intérieure**

- Comportement des ménages et des entreprises :
 - Aléa haussier si le rebond cyclique est plus marqué qu'anticipé et si le dynamisme des créations d'emploi et le regain de confiance des ménages soutient la consommation;
 - Aléa baissier si les entreprises décident de poursuivre l'assainissement de leur situation financière et d'utiliser l'amélioration de leurs marges pour se désendetter, ou si le ralentissement des mises en chantier observé s'accroît;
- Ampleur du rebond de la production agricole en 2017.

- 
- Scénario économique France
 - **Finances publiques**
 - Principales mesures du PLF 2018
 - Programme de financement

Un retour durable sous les 3 % de déficit public à partir de 2017

		2016	2017	2018
Capacité de financement	(% PIB)	-3,4	-2,9	-2,6
Taux de prélèvements obligatoires	(% PIB)	44,4	44,7	44,3
Ratio de dépense publique	(% PIB)	55,0	54,6	53,9
Dépense publique, hors crédits d'impôts	(croissance en valeur)	1,2	1,8	1,5
	(croissance en volume)	1,0	0,8	0,5
Dette	(% PIB)	96,3	96,8	96,8

Notre stratégie : infléchir la dépense tout en diminuant les prélèvements obligatoires

Des réformes structurelles menées dans un contexte de reprise économique, qui permettent de résorber un écart de production toujours important

(en % de PIB - (*) ou de PIB potentiel)	2016	2017	2018
Solde effectif	-3,4	-2,9	-2,6
Solde conjoncturel	-0,8	-0,6	-0,4
Mesures ponctuelles et temporaires (*)	-0,1	-0,1	-0,1
Solde structurel (*)	-2,5	-2,2	-2,1
<i>Ajustement structurel (*)</i>	0,2	0,2	0,1
Ecart de production (*)	-1,5	-1,1	-0,7

Notre stratégie : infléchir la dépense tout en diminuant les prélèvements obligatoires

Un effort important en dépense pour poursuivre la réduction du déficit et financer des baisses importantes de prélèvements obligatoires

(en points de pourcentage de PIB potentiel)	2016	2017	2018
Ajustement structurel	0,2	0,2	0,1
Effort structurel	0,2	0,1	0,2
<i>Effort en dépense hors crédits d'impôt</i>	0,2	0,1	0,4
<i>Mesures nouvelles en prélèvements obligatoires</i>	-0,1	-0,1	-0,3
<i>Clé en crédits d'impôt</i>	0,1	0,1	0,0
Composante non discrétionnaire	0,1	0,1	-0,1

- Par rapport à l'**audit de la Cour des comptes** (juillet) qui prévoyait un déficit de 3,2 % du PIB :

En dépense

- Des mesures substantielles **d'économies décidées à l'été (de l'ordre de 4 Md€)**
- Des économies sur la **charge d'intérêts**

En recette

- De bonnes nouvelles en recettes en raison d'une **meilleure situation macroéconomique** (TVA, prélèvements sociaux, DMTO), confirmées par les **remontées comptables**

- Une fois prises ces informations, notre prévision de déficit public nominal s'établit à 2,9 % du PIB, permettant ainsi de **ramener le déficit sous les 3 % et de mettre un terme à la procédure DPE ouverte en 2009 à l'encontre de la France**

2018 : mettre en œuvre les marqueurs politiques de la stratégie économique, tout en poursuivant l'apurement des finances publiques

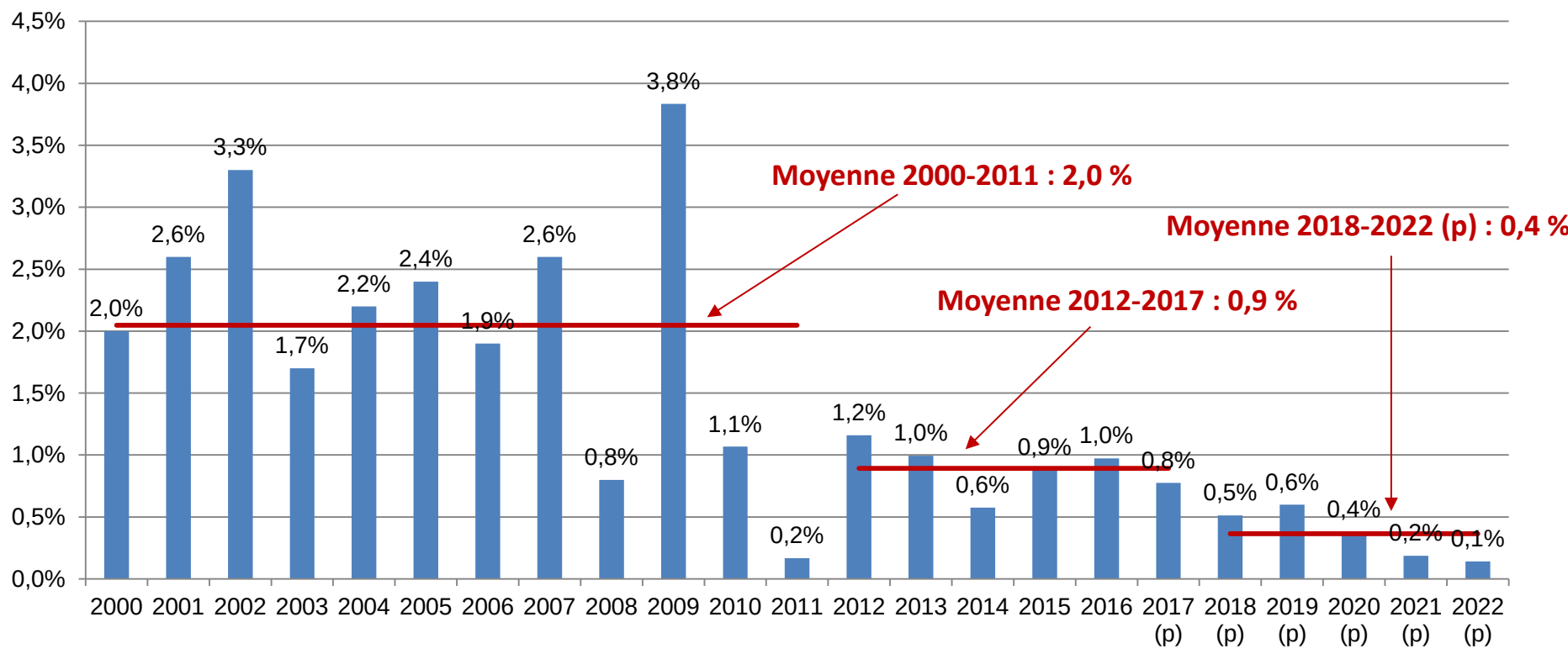
- **Des mesures ambitieuses de maîtrise de la dépense publique seront prises en 2018, dont notamment :**
 - Logement (-1,7 Md€ sur les crédits de la mission) ; contrats aidés (-1,5 Md€ sur les crédits de la mission travail-emploi)
 - Dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales (2,6 Md€)
 - Économies sur le champ des administrations de Sécurité sociale (vieillesse et famille notamment, ONDAM: 4,2 Md€)
 - ✓ La dépense croîtrait de 1,5 % en valeur et de 0,5 % en volume, en-deçà de sa tendance de long-terme, et la part des **dépenses publiques dans le PIB baisserait de 0,7 point**
- Une **baisse des prélèvements atteignant 10 Md€ fin 2018**, pour soutenir la croissance (les mesures TH, IFI, PFU s'ajoutent aux coups partis)
- Le **déficit** s'établirait à 2,6 % du PIB avec un **ajustement structurel de 0,1 point** de PIB potentiel

Au-delà, la trajectoire concrétisera notre stratégie d'ensemble

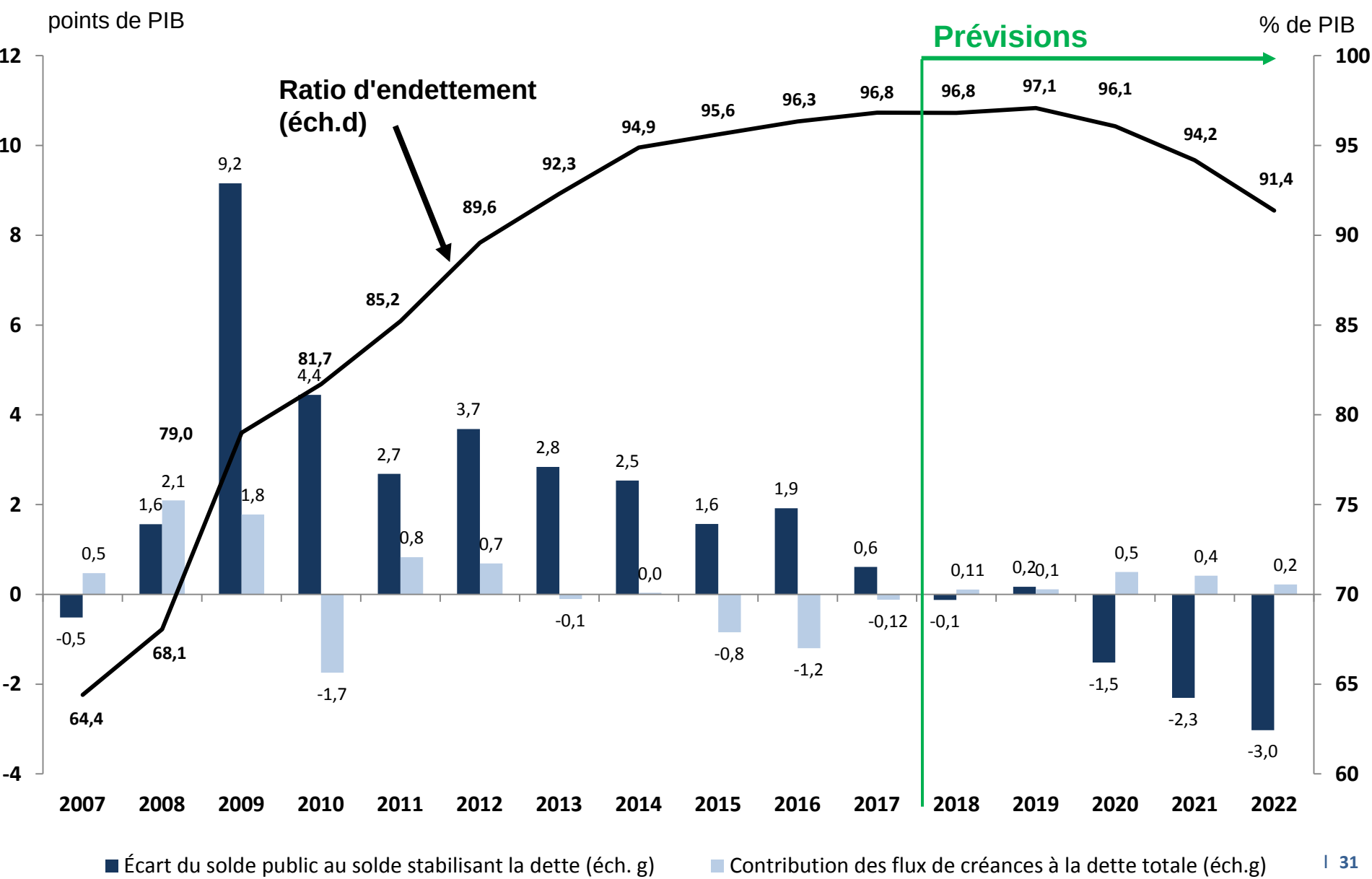
- **La part des dépenses publiques (hors crédit d'impôt) dans le PIB diminuera de plus de 3 points** : 50,9 % en 2022 contre 54,6 % en 2017
- **Les prélèvements obligatoires baisseront de 1 point de PIB sur le quinquennat** (43,6 % en 2022 contre 44,7 % en 2017), afin de favoriser le pouvoir d'achat et de libérer l'initiative privée
- Le **déficit diminuera de plus de 2 points de PIB** : -0,2 % en 2022 contre -2,9 % en 2017
- La dette publique diminuera de **cinq points de PIB environ** : 91,4 % en 2022 contre 96,8 % en 2017.

		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Capacité de financement	(% PIB)	-3,4	-2,9	-2,6	-3,0	-1,5	-0,9	-0,2
Taux de prélèvements obligatoires	(% PIB)	44,4	44,7	44,3	43,3	43,6	43,6	43,6
Ratio de dépense publique	(% PIB)	55,0	54,6	53,9	53,3	52,5	51,8	50,9
Dette	(% PIB)	96,3	96,8	96,8	97,1	96,1	94,2	91,4

Taux de croissance de la dépense publique, en volume, hors crédits d'impôts (en %)

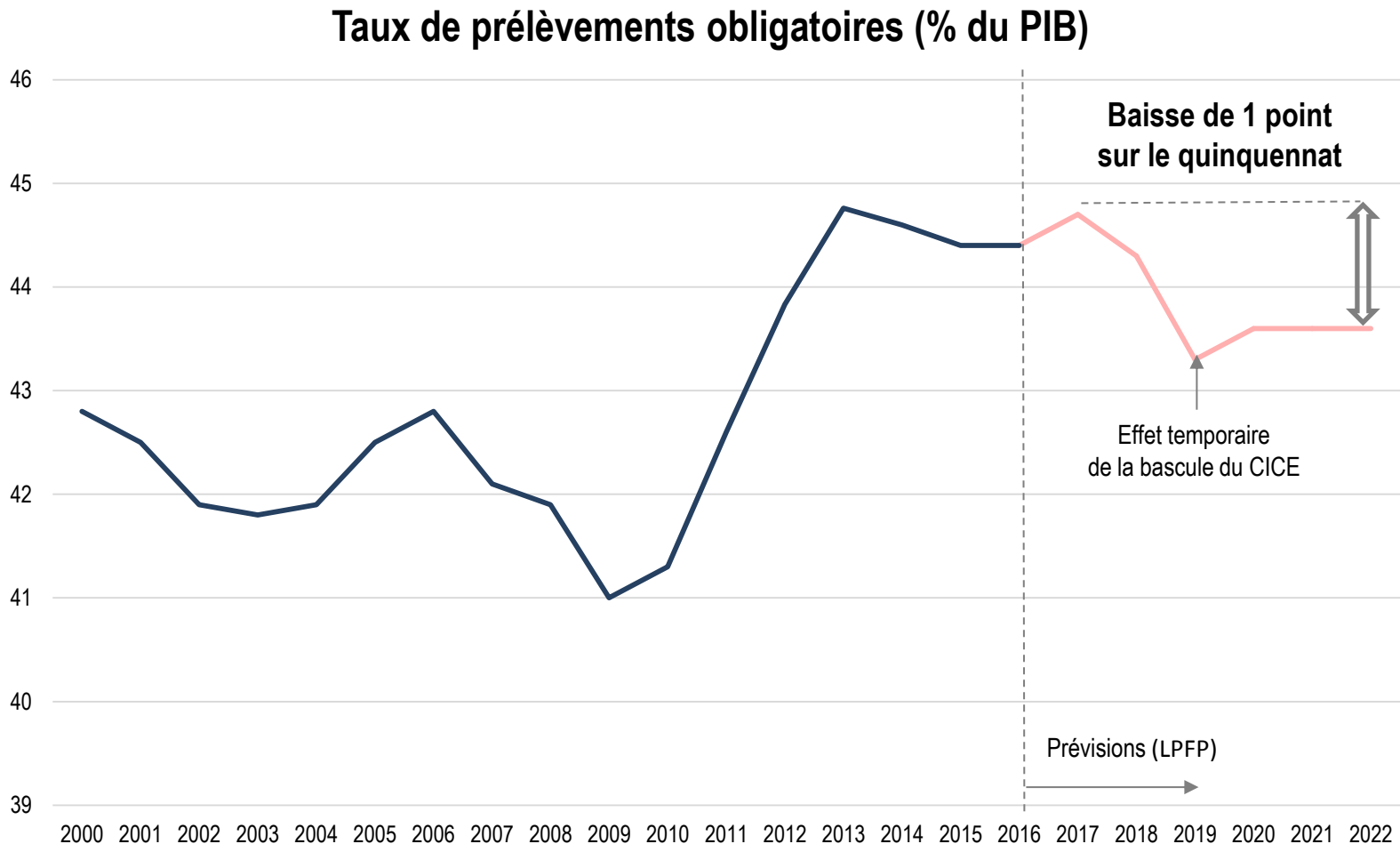


La progression du ratio d'endettement serait enrayerée dès 2019



Une baisse des prélèvements obligatoires d'un point de PIB sur le quinquennat

Dès 2018, le taux de prélèvements obligatoires reculerait à 44,3 % sous l'effet de baisses d'impôt représentant plus de 10 Md€ à la fin de l'année.



Récompenser le travail, libérer l'activité, soutenir l'investissement et la prise de risque

Une baisse de plus de 20 Md€ de fiscalité entre 2018 et 2022.

* La mesure de bascule CSG/cotisations est équilibrée en régime de croisière.

** L'extinction du CICE est ici présentée en consommation des créances, au rythme de leur imputation/restitution effective.

La baisse d'un point de PIB de la charge fiscale permettra de soutenir le pouvoir d'achat des ménages, de soutenir l'activité économique et l'emploi, l'attractivité de notre territoire et la compétitivité de nos entreprises, de stimuler l'investissement productif, risqué et innovant et d'accélérer la conversion écologique de notre économie.

Principales mesures en recettes intégrées dans la trajectoire pluriannuelle de finances publiques	
	2018-2022
Pouvoir d'achat	-14,9
Dégrèvement de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages	-10,1
Bascule CSG/cotisations*	0,0
Exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires	-3,5
Individualisation de l'IR	-1,3
Compétitivité, attractivité, coût du travail	-13,8
Baisse du taux d'IS de 33% à 25%	-11,1
Bascule CICE/cotisations**	-0,2
Suppression de la taxe "3% dividendes"	-1,9
Suppression de la 4e tranche de la taxe sur les salaires	-0,1
Mesures micro-entreprises	-0,4
Investissement	-6,5
Création de l'Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI)	-3,2
Mise en place d'un prélèvement forfaitaire unique	-1,9
Prolongation des dispositifs CITE, Pinel et PTZ	-1,4
Fiscalité comportementale	14,0
Hausse de la fiscalité énergétique	12,5
Verdissement du barème de la TVS	0,1
Fiscalité du tabac	1,4
Total	-21,2

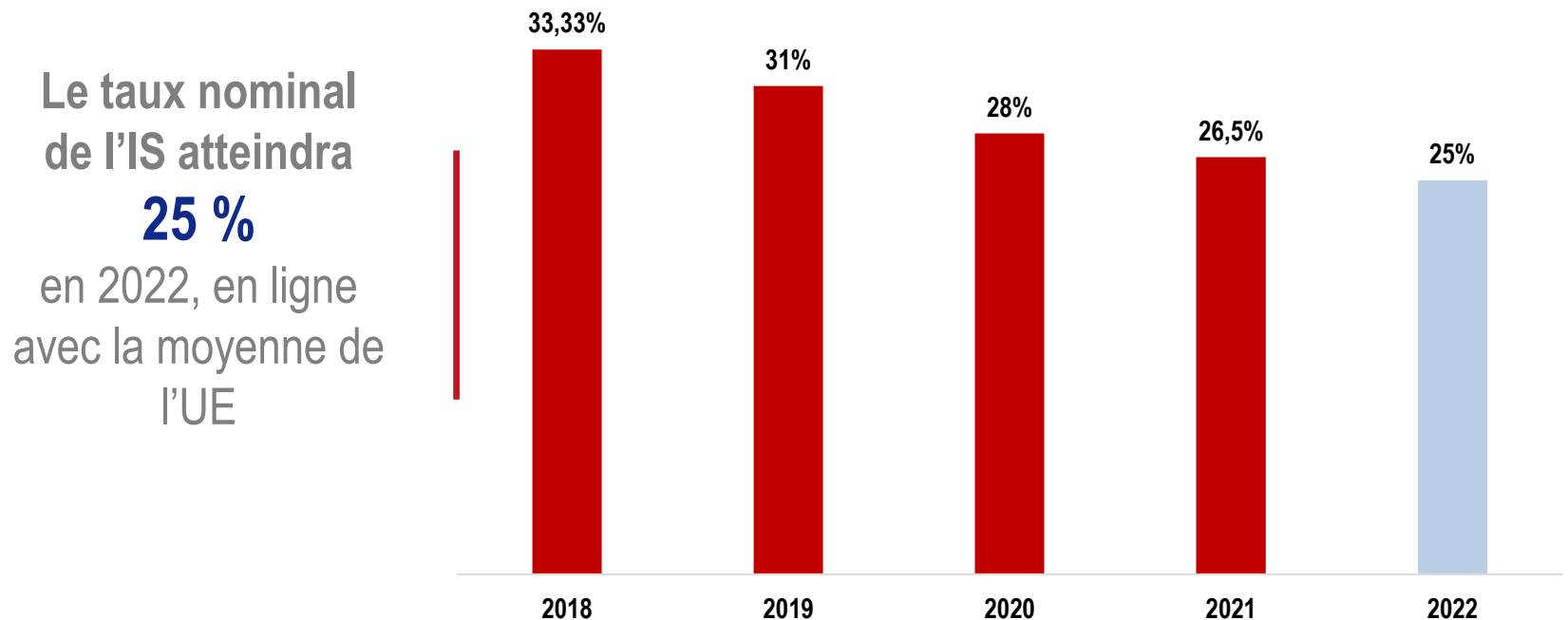
La baisse de la fiscalité des entreprises soutiendra l'activité économique et l'emploi

Afin de **renforcer la compétitivité des entreprises** et l'attractivité de notre économie, la fiscalité des entreprises sera allégée et simplifiée.

Le taux nominal d'IS sera **abaissé à 25 % d'ici 2022**. Toutes les entreprises bénéficieront d'un taux réduit à 28 % sur les premiers 500 k€ de bénéfice dès le 1^{er} janvier.

La contribution de 3 % sur les montants distribués sera également supprimée, ce qui favorisera la rémunération du risque et récompensera l'initiative privée.

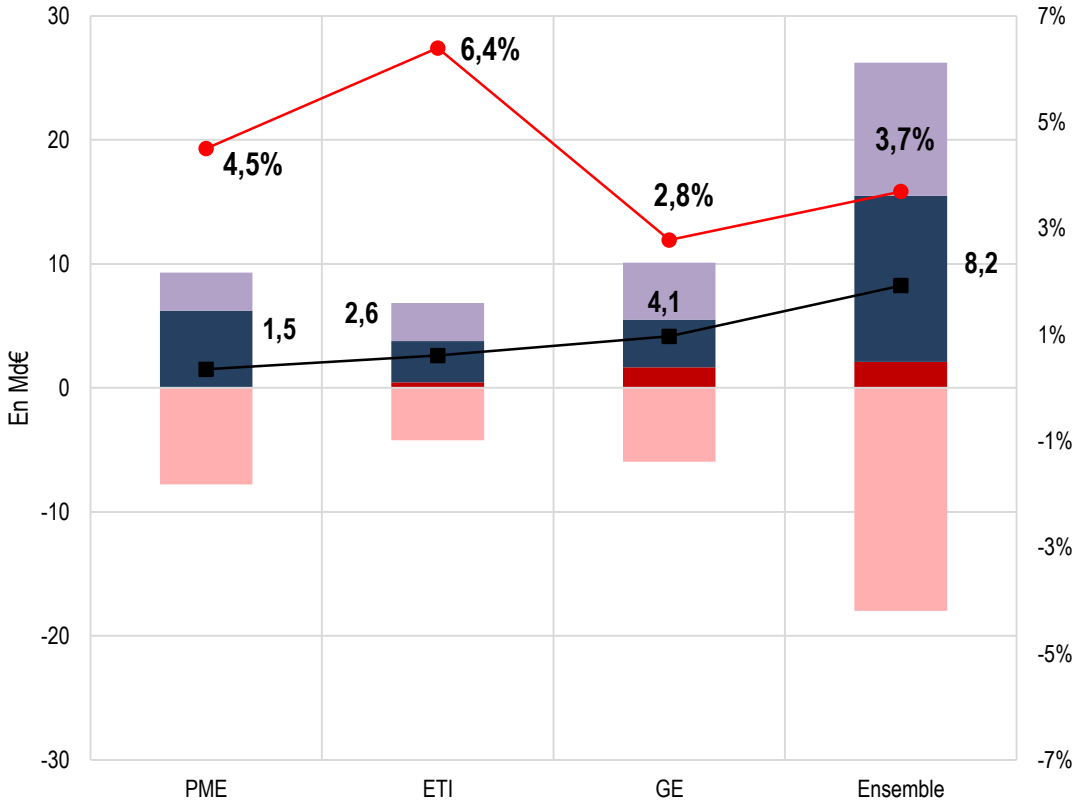
La **transformation du CICE en allègement de cotisations sociales patronales** sera une simplification majeure de la fiscalité du travail.



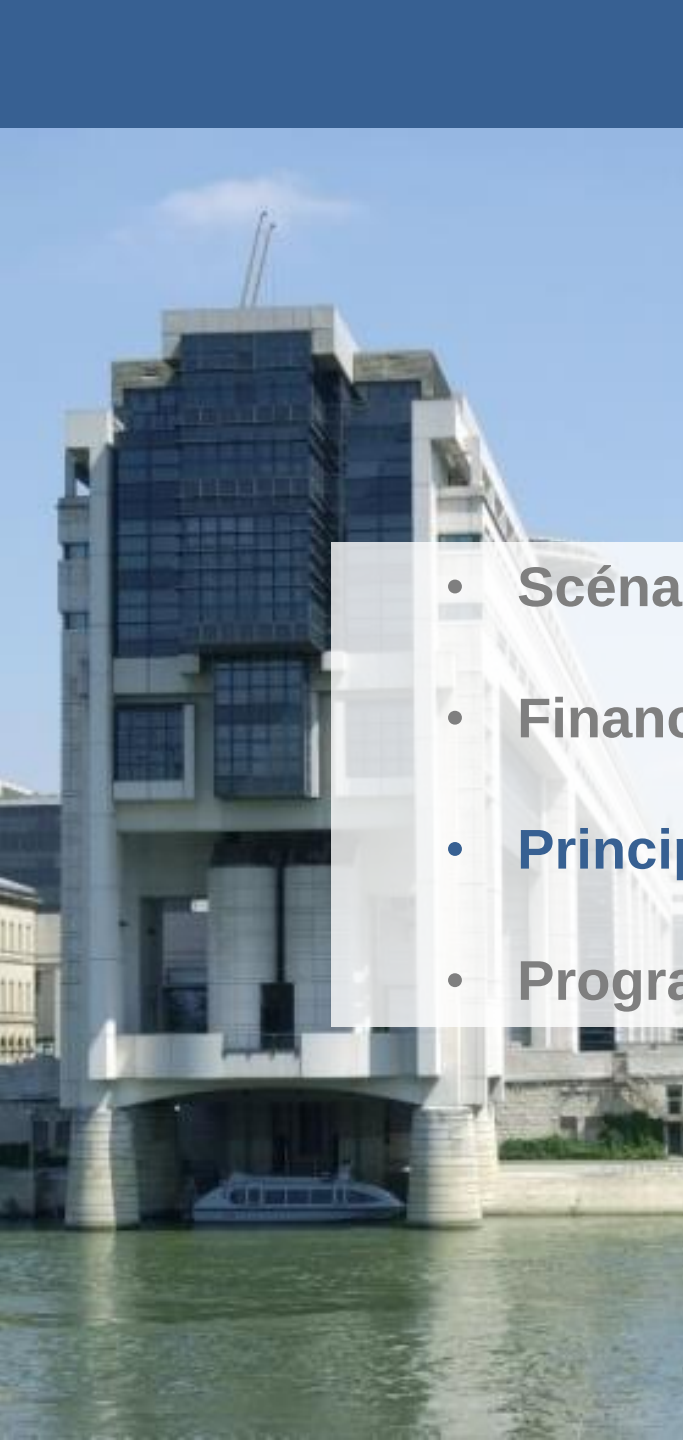
Les réformes de la fiscalité des entreprises bénéficieront à toutes les entreprises

Avec la transformation du CICE en allègements de cotisations, la baisse de l'IS et la suppression de la contribution de 3 % sur les montants distribués, **la fiscalité des entreprises au régime normal de l'IS sera allégée de plus de 8 Md€** à échéance de la fin du quinquennat.

- ... dont gain lié à la baisse du taux normal d'IS à 25% (à horizon 2022) (en Md€)
- ... dont gain lié au nouveau barème d'allègements de cotisations sociales (net de l'effet retour IS) (en Md€)
- ... dont gain lié à la suppression, en 2018, de la Contribution additionnelle à l'IS sur les montants distribués (en Md€)
- ... dont perte liée à la réforme du CICE (baisse du taux de 7% à 6% en 2018, puis suppression du CICE à 6% à compter de 2019) (en Md€)
- Gain/perte net(te) total(e) en 2022 par rapport à 2017 (en Md€)
- Gain/Perte net(e) total(e) en 2022 par rapport à 2017, en % du résultat net comptable dégagé au titre de 2014 (éch. de droite)



La simulation a été réalisée sur la base des données 2014 disponibles (créances de CICE, liasses fiscales au régime réel normal de l'IS, simulation des allègements de cotisations via les DADS, reconstitution de la contribution 3% dividendes à partir des liasses fiscales). Les résultats présentés rendent compte des gains/pertes moyens pour les entreprises des mesures fiscales envisagées, en comparant leurs effets en fin de quinquennat à la situation 2017 simulée.

- 
- Scénario économique France
 - Finances publiques
 - **Principales mesures du PLF 2018**
 - Programme de financement

En 2017 le Gouvernement a mis en œuvre des mesures énergiques pour sécuriser le retour sous 3 % de déficit

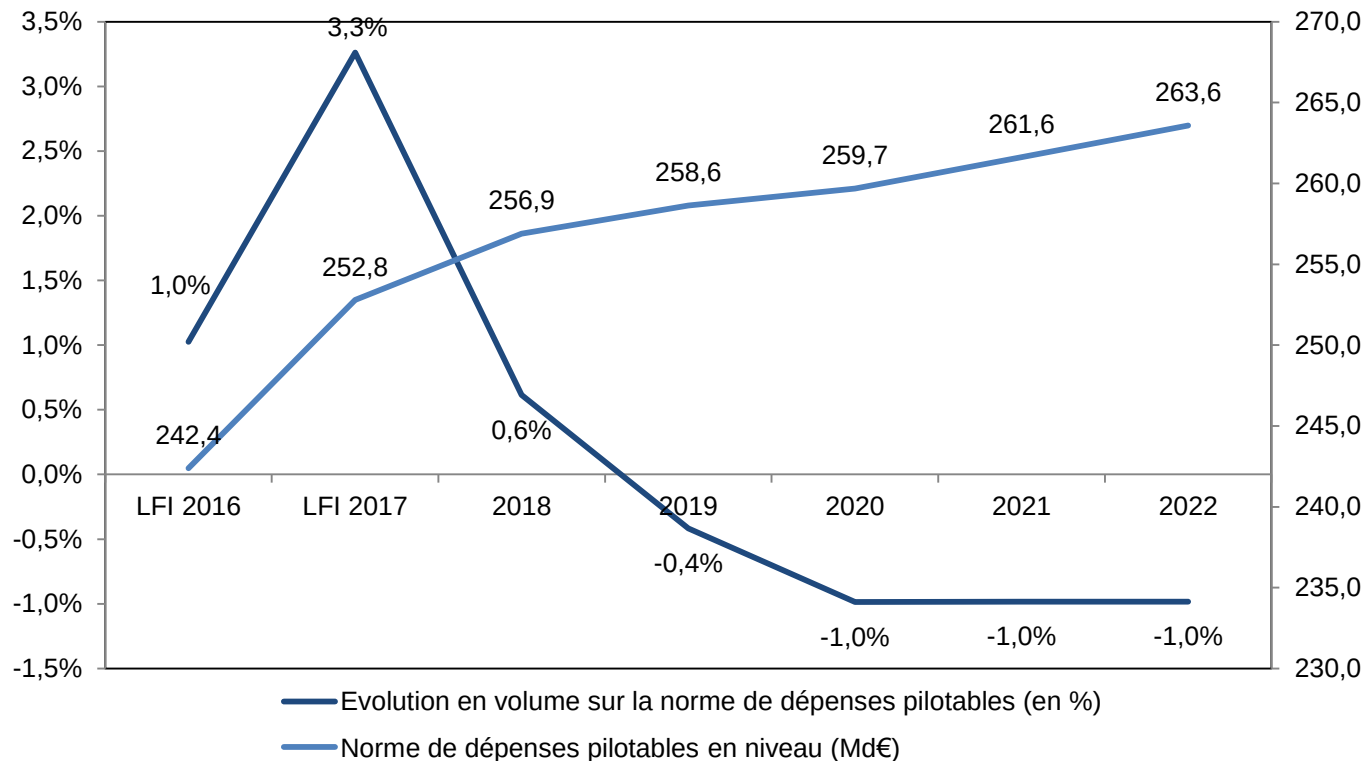
Le déficit 2017 sera ramené sous 3 % du PIB conformément à nos engagements européens

- Afin de contenir le risque de dérapage de la dépense mis en lumière par l'audit de la Cour des comptes, le Gouvernement a mis en œuvre 4,2 Md€ de mesures de redressement
- Un volume sans précédent de 3,3 Md€ de crédits a été annulé en juillet via un décret d'avance et un décret d'annulation :
 - 3,0 Md€ de crédits ont été annulés afin de permettre le financement des impasses de budgétisation 2017 (recapitalisation d'Areva, opérations extérieures du ministère des Armées...)
 - En complément un décret d'annulation a annulé 0,3 Md€ de crédits supplémentaires
- Tous les ministères ont été mis à contribution
- Des mesures de régulation de la dépense portant sur 1 Md€ ont de plus été mises en œuvre :
 - Réduction des aides personnalisées au logement à partir du 1er octobre
 - Réduction du volume de contrats aidés au deuxième semestre

Une nette décélération de la dépense de l'État, avec un effort plus important que sur le reste de la dépense publique

Des outils de pilotage renouvelés

- Une « norme des dépenses pilotables » concentrée sur la dépense réellement pilotable en gestion (et pour la première fois étendue aux dépenses des comptes spéciaux qui jusqu'ici échappaient à la contrainte) avec une cible d'évolution à -1% en volume à compter de 2020;
- Un objectif de dépenses totales de l'Etat plus transparent et plus englobant, intégrant les transferts à l'UE, aux collectivités, la charge de la dette et les pensions (+0,6% en volume en moyenne sur 5 ans);
- Un effort encore plus exigeant sur la dépense pilotable de l'état que sur l'ensemble de la dépense publique (cf. graphique de croissance en volume, slide 30).



L'effort consacré aux missions régaliennes est amplifié sur le quinquennat.

- La mission « Défense » connaîtra une hausse exceptionnelle 8,6 Md€ sur le quinquennat afin de renforcer les armées ;
- Conformément aux engagements présidentiels, 10 000 emplois supplémentaires viendront, sur le terrain, renforcer les effectifs des forces de sécurité au cours du quinquennat.

Redonner du pouvoir d'achats aux plus précaires.

- La prime d'activité, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, sera progressivement revalorisée de 80 € par mois, dont 20 € dès le 1er octobre 2018, pour un effort budgétaire supplémentaire de +1,2 Md€ sur le quinquennat ;
- Les citoyens en situation de handicap bénéficieront de la revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) à 860 € en 2018 et à 900 € en 2019, pour un coût de plus de 2 Md€ sur le quinquennat.

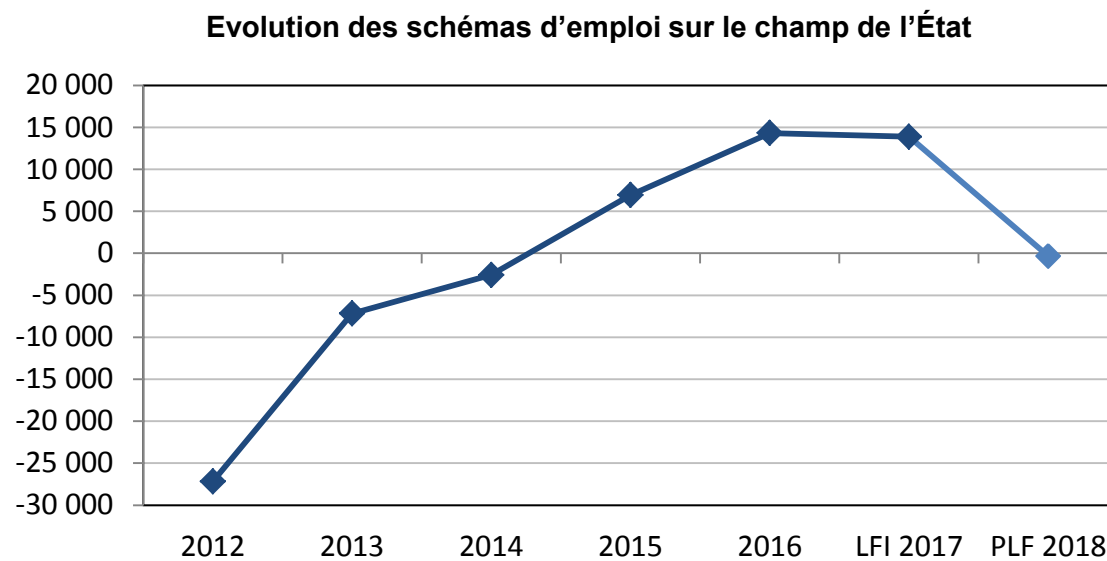
Lutter efficacement contre le chômage

- Les contrats aidés se sont révélés inefficaces pour traiter la question du chômage de longue durée et de l'insertion des jeunes dans l'emploi ;
- Le Gouvernement réduira à 200 000 le flux des nouveaux contrats aidés en 2018 contre un objectif de 320 000 nouveaux contrats en 2017, sans remettre en cause les contrats existant.

Transformer la politique du logement

- Réforme structurelle des APL afin de faire baisser les loyers et les dépenses publiques de façon conjointe (mise en place d'une réduction de loyer de solidarité (RLS)) ;
- Cette mesure, couplée aux autres mesures inscrites au projet – et notamment le gel en 2018 des loyers dans le parc social – dégage une économie de 1,7 Md€ en 2018.

Un retournement de tendance sur les schémas d'emploi



Une réduction contractualisée de la dépense des collectivités

- 1 600 suppressions de postes prévues dans le PLF 2018 dans la fonction publique d'Etat, l'objectif fixé par le président de la République est de l'ordre de 120 000 sur le quinquennat pour l'ensemble des versants de la fonction publique.
- Les efforts en matière d'emplois auront vocation à se renforcer dans les années suivantes, et s'appuieront sur les résultats du programme de transformation « Action publique 2022 ». La trajectoire des effectifs sera articulée avec l'évolution des missions et de l'organisation des services publics.

Une maîtrise de la dépense des ASSO et des APUL et une gouvernance renforcée

Une réduction contractualisée de la dépense des collectivités

- Dans le cadre de la Conférence nationale des territoires (CNT) l'Etat contractualisera avec les collectivités une baisse de 13 Md€ de leur dépenses de fonctionnement à horizon 2022. Un mécanisme de correction sera mis en place pour garantir le respect de cet objectif.
- La LPFP 2018-2022 prévoit l'instauration d'une nouvelle règle prudentielle visant à garantir la soutenabilité du recours à l'emprunt des collectivités

La maîtrise des dépenses sociales permettra un ralentissement durable de la dépense des administrations de Sécurité sociale (moyenne de 0,5% en volume sur le quinquennat)

- La fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) à +2,3% par an sur la période 2018-2020 permet de contenir la croissance des dépenses de santé.
- Réforme en cours du marché du travail et de l'assurance-chômage : baisser le chômage pour assurer la soutenabilité du système social

Le projet de LPFP renforce la gouvernance de l'ensemble des finances publiques

- Fin du recours au CBI pour l'État, diminution des dépenses des caisses de Sécurité sociale, stabilisation des restes à payer État...

Le processus « Action publique 2022 » lancé à l'automne vise à documenter des réformes structurelles permettant de dégager des économies à moyen terme

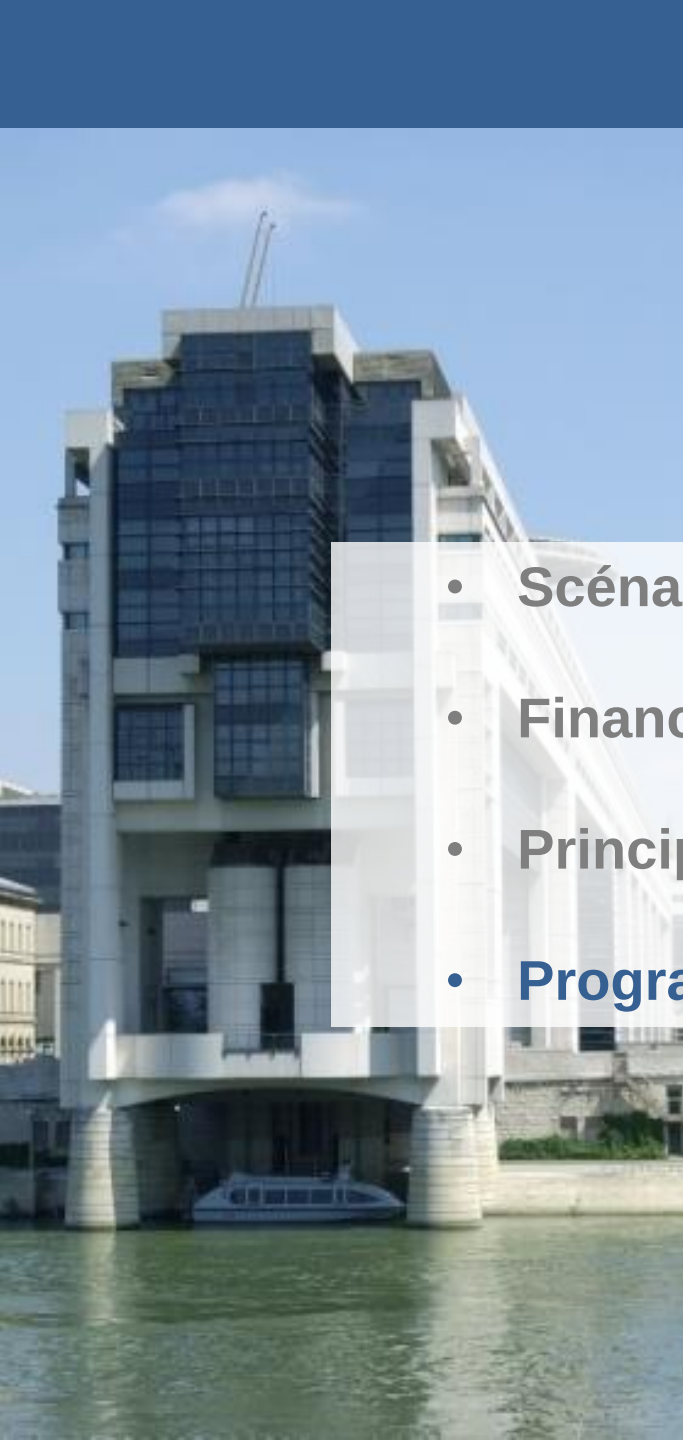
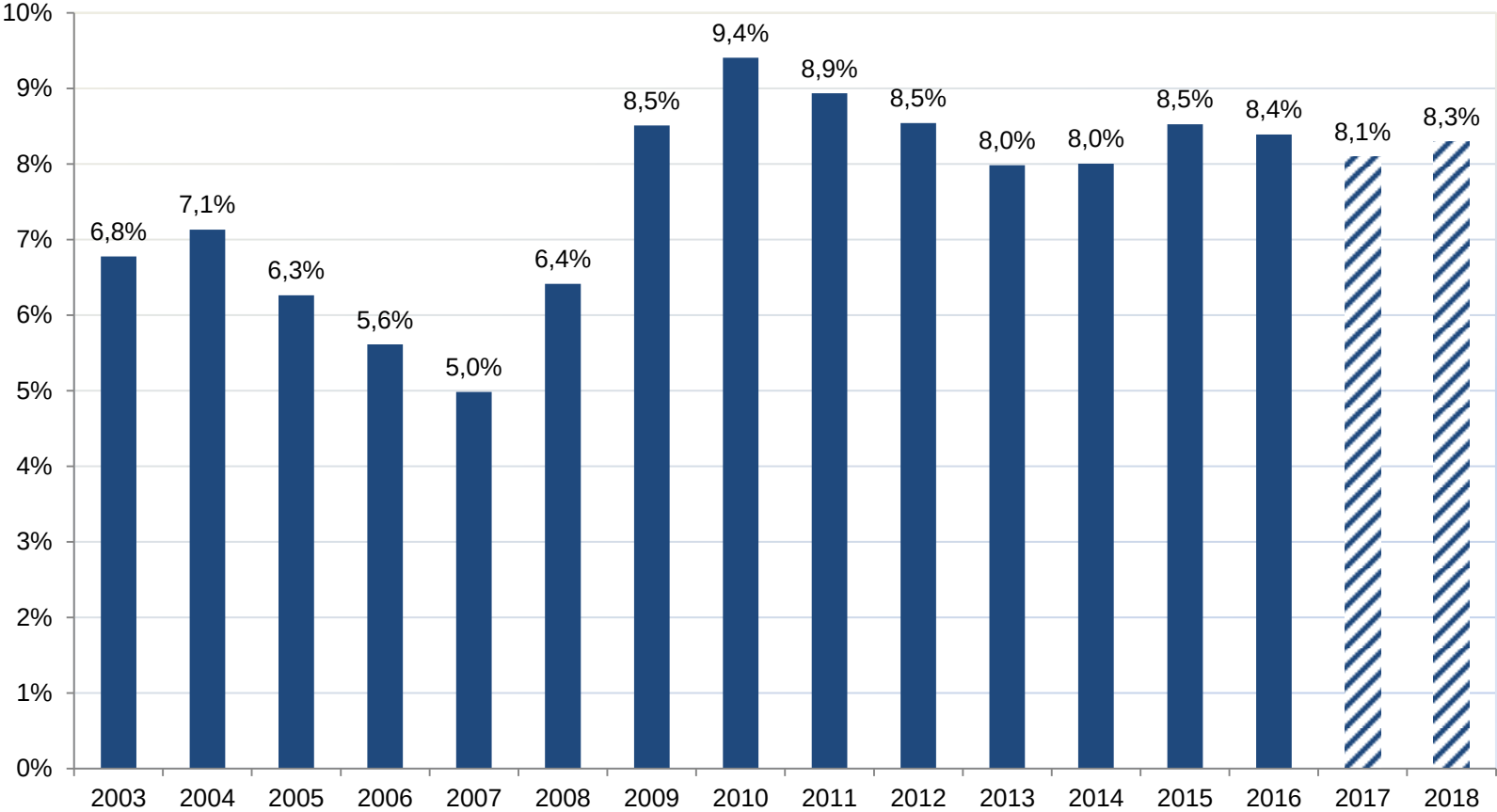
- 
- Scénario économique France
 - Finances publiques
 - Principales mesures du PLF 2018
 - **Programme de financement**

Tableau de financement de l'Etat

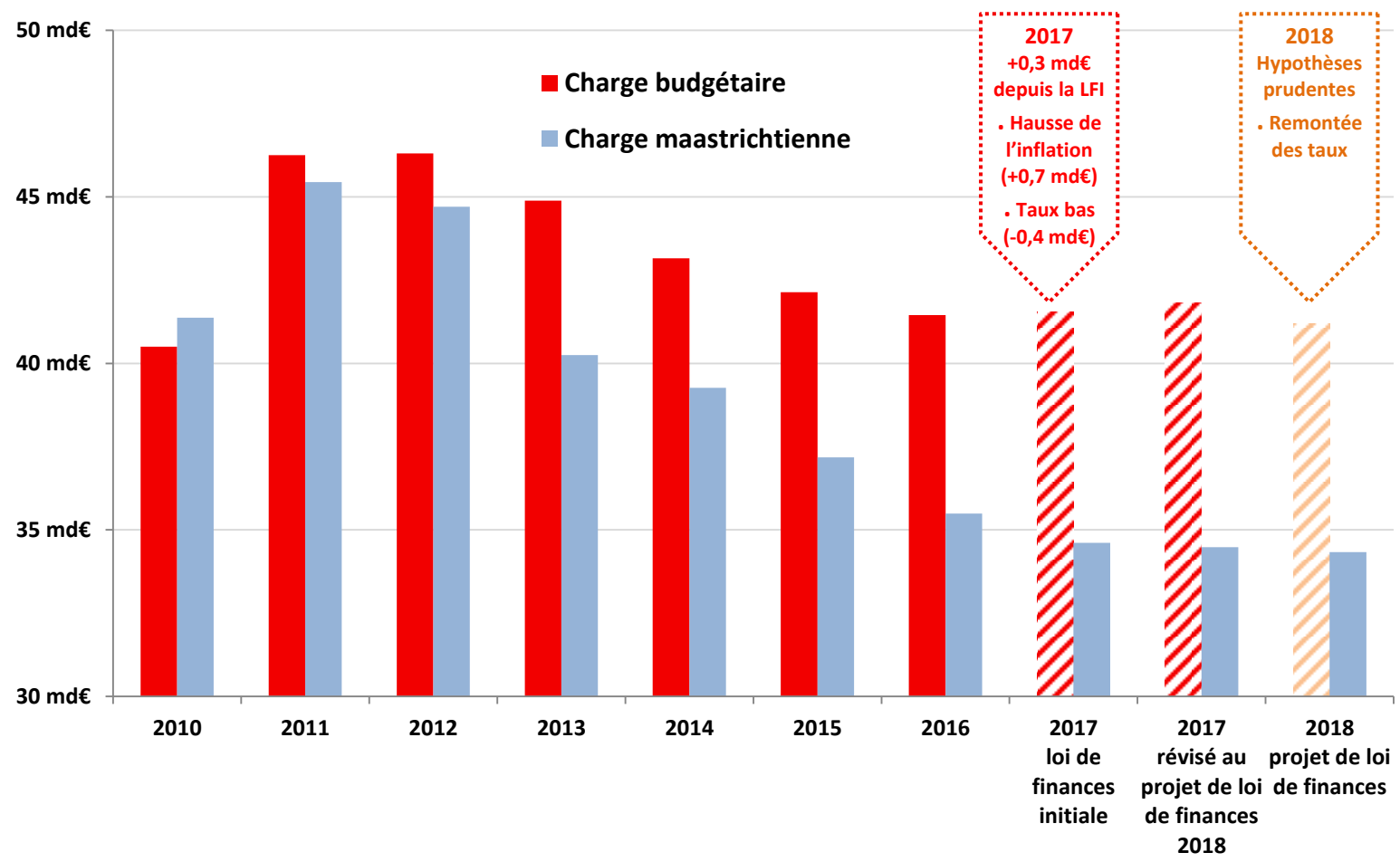
en Md€	2017 (révisé)	2018
Besoin de financement en Md€		
Amortissement de la dette à moyen et long termes	115,2	120,1
Valeur faciale	112,8	119,4
Suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)	2,4	0,7
Amortissement des autres dettes	-	-
Déficit à financer	76,5	82,9
Autres besoins de trésorerie	0,0	0,3
TOTAL	191,7	203,3
Ressources de financement en Md€		
Émission de dette à moyen et long termes, nette des rachats	185,0	195,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	-	1,0
Variation nette de l'encours des titres d'Etat à court terme	3,8	-
Variation des dépôts des correspondants	-4,6	1,0
Variation des disponibilités du Trésor à la banque de France et des placements de trésorerie de l'Etat	1,0	2,8
Autres ressources nettes de trésorerie	6,5	3,5
TOTAL	191,7	203,3

France : taille du programme net de financement en % du PIB

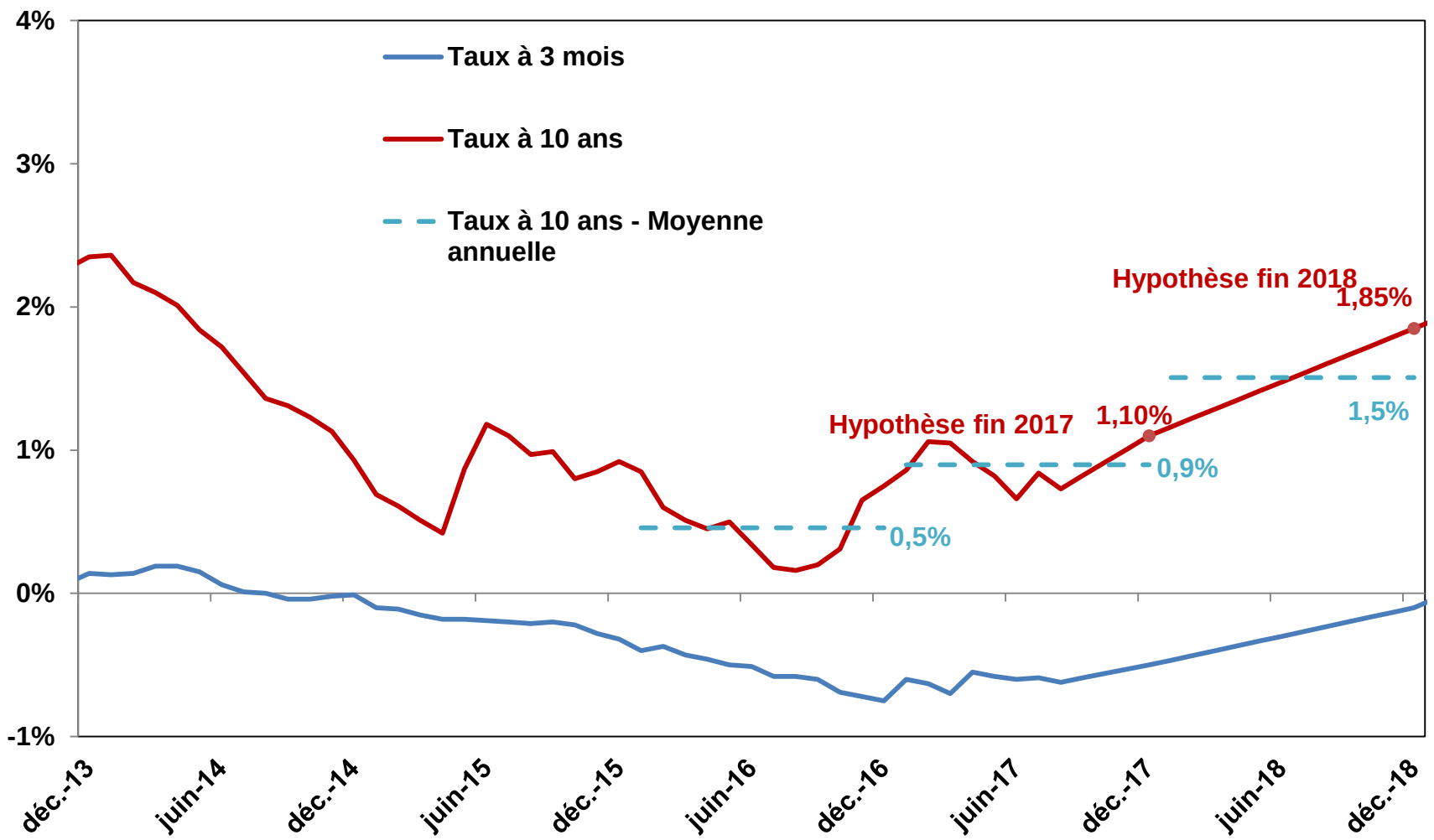


Source : AFT, Bloomberg

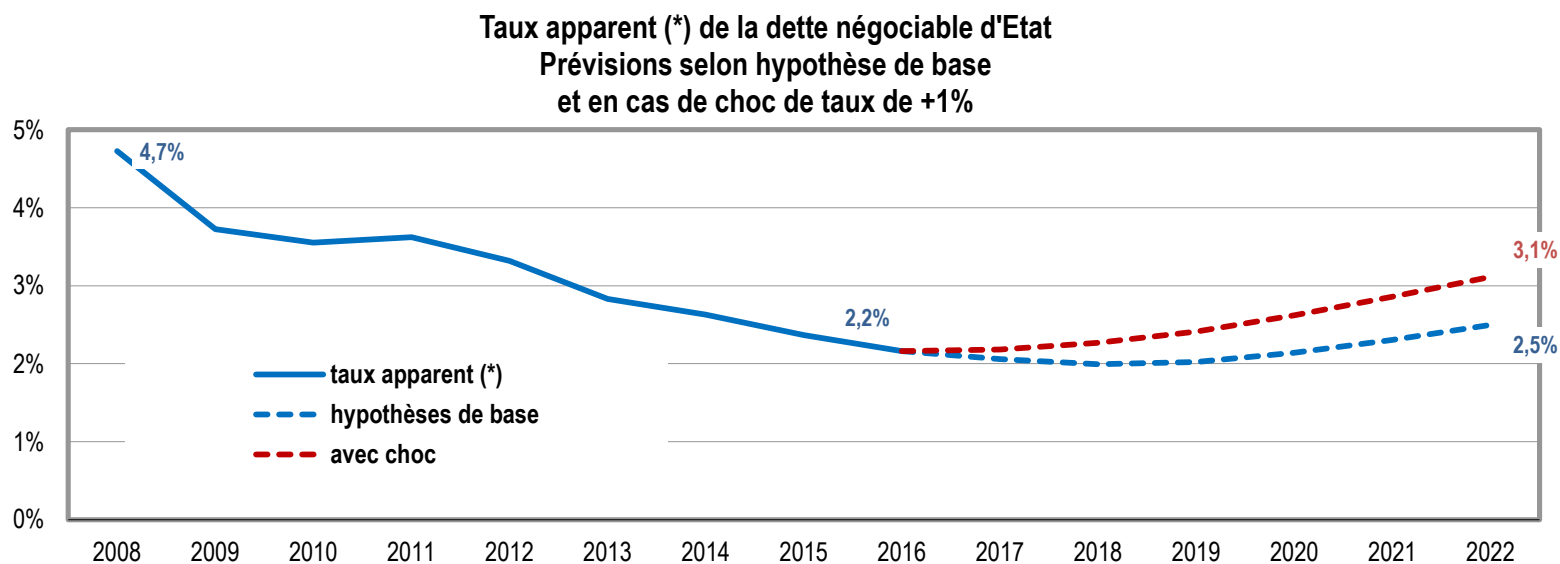
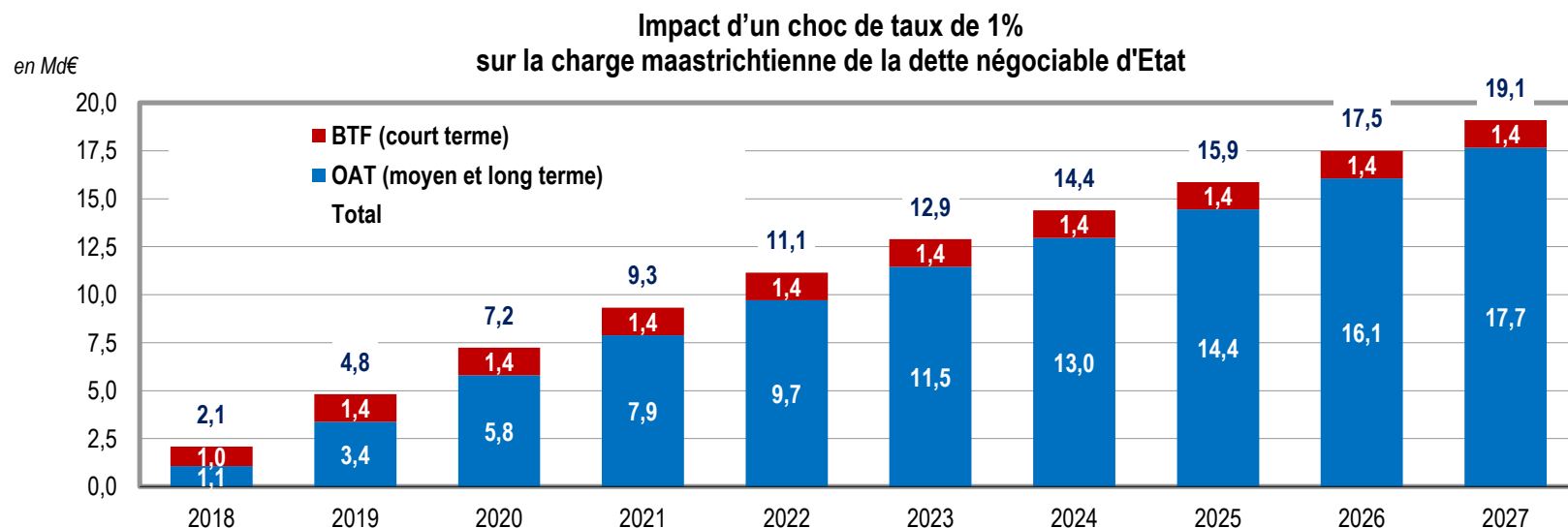
Charge de la dette : en diminution depuis 2011



Un scénario de taux prudent



Une inertie importante sur la charge de la dette en cas de choc de taux



(*) charge financière / encours en fin d'année